Élections locales

Les promesses à l'épreuve des moyens

PAGE 4

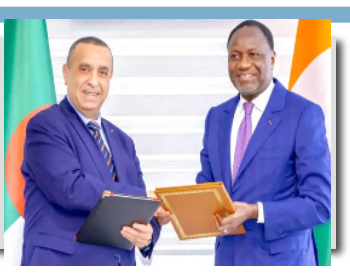


À l'approche des élections locales du 28 novembre, les responsables de plusieurs formations politiques multiplient les promesses et mettent l'accent sur la nécessité de transformer les engagements électoraux en réalisations concrètes.

L'Algérie accélère son offensive en Afrique

Peser dans l'équation énergétique

PAGE 6



QUOTIDIEN
CRÉSUS
www.cresus.dz
In medio stat virtus

Paiement électronique

La transition s'accélère

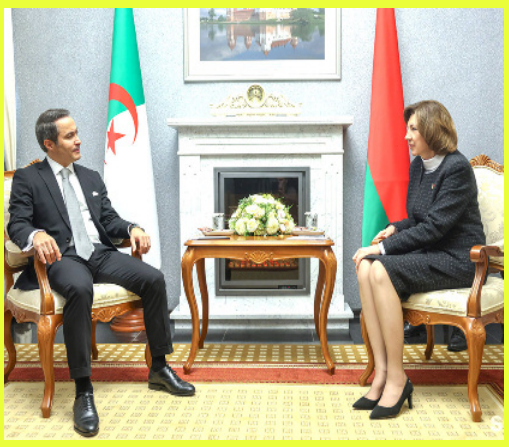
PAGE 3



Algérie-Biélorussie

500 millions de dollars d'échanges comme objectif

PAGE 5



30 entreprises pour 1 000 habitants

LE DÉFI ALGÉRIEN

PAGE 7

CAN 2027

Les Verts sombrent à Lomé, la qualification relancée

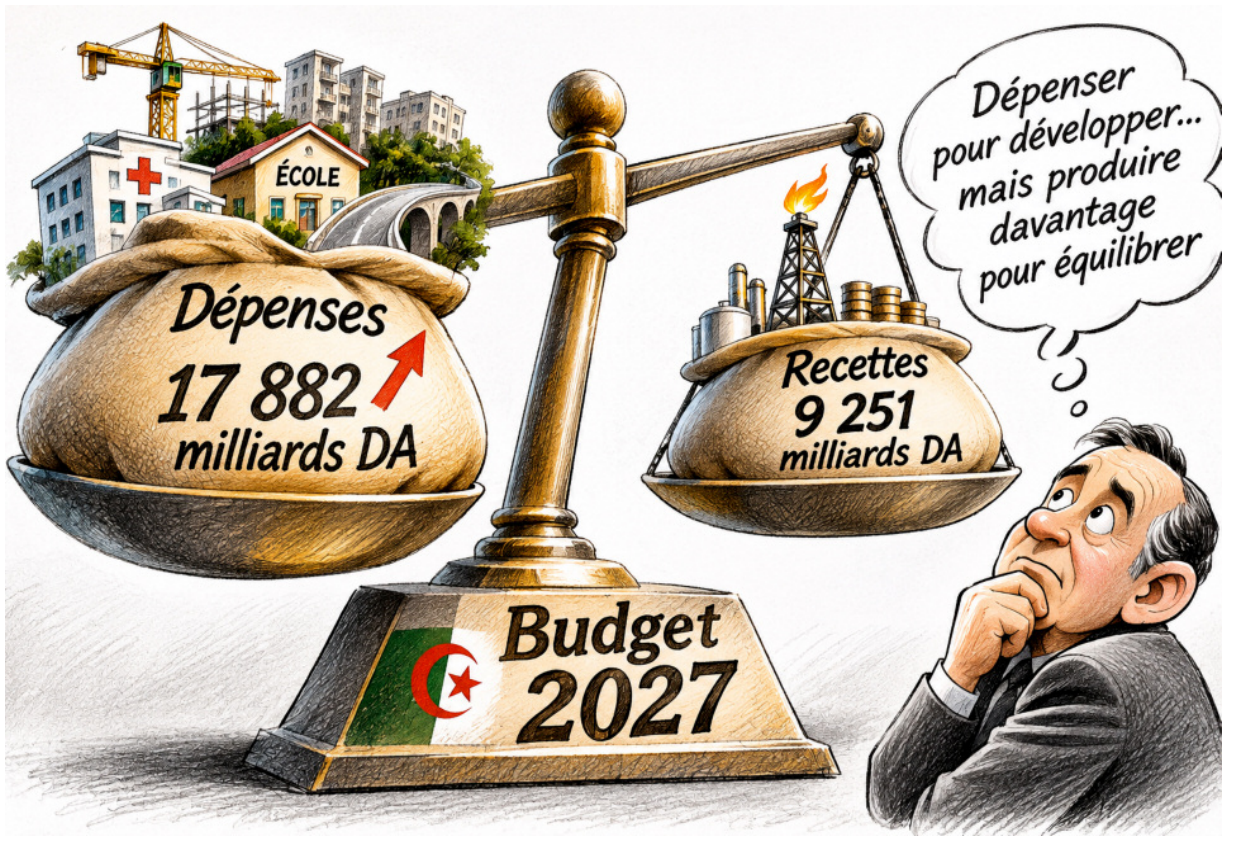
PAGE 13



BUDGET 2027

À L'ÉPREUVE DES AMBITIONS

PAGE 2



L'Algérie entend poursuivre son développement économique, préserver les acquis sociaux et accélérer ses investissements. Mais derrière les ambitions affichées par le projet de loi de finances 2027, se dessine une équation particulièrement exigeante.

De la matière première aux vaccins

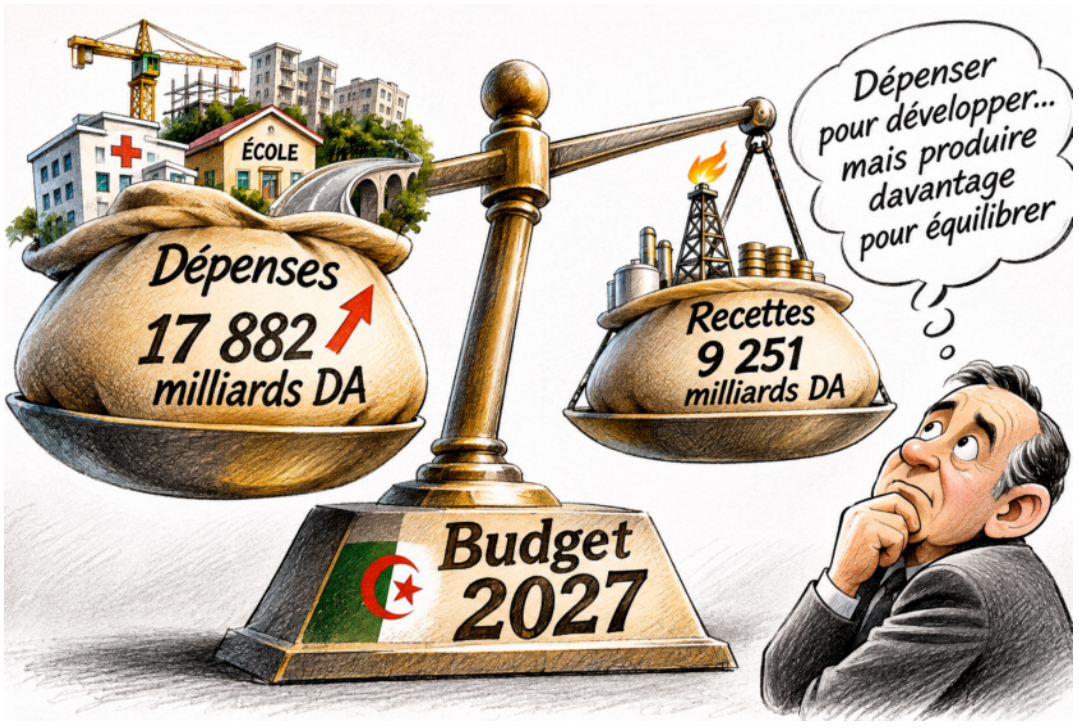
SAIDAL MUSCLE SON INDUSTRIE

PAGE 6

BUDGET 2027
À L'ÉPREUVE DES AMBITIONS

L'Algérie entend poursuivre son développement économique, préserver les acquis sociaux et accélérer ses investissements. Mais derrière les ambitions affichées par le projet de loi de finances 2027 se dessine une équation particulièrement exigeante.

Synthèse S. MÉHALLA



Avec près de 17 883 milliards de dinars de dépenses pour quelque 9 251 milliards de recettes, le pays s'engage dans un exercice budgétaire où la volonté politique devra composer avec les réalités du financement. L'enjeu n'est pas simplement de dépenser davantage. Il est de savoir comment transformer cet effort financier considérable en richesses nouvelles, en emplois durables et en souveraineté économique.

Adopté le 16 novembre par l'Assemblée populaire nationale, le projet de loi de finances pour 2027 confirme le choix des pouvoirs publics de maintenir une intervention économique et sociale soutenue de l'État. Cette orientation répond à des impératifs parfaitement identifiables. L'Algérie doit moderniser ses infrastructures, renforcer son appareil productif, accompagner l'investissement, soutenir le pouvoir d'achat et répondre aux besoins croissants d'une population qui attend des résultats tangibles de la politique économique.

Cependant, les chiffres imposent une lecture qui dépasse les intentions.

Les recettes budgétaires prévisionnelles ne représentent qu'environ 52% des dépenses programmées. L'écart atteint 8 631,5 milliards de dinars. Autrement dit, pour 100 DA de dépenses prévues, le budget n'inscrit qu'environ 52 DA de recettes. Une disproportion qui ne signifie pas nécessairement une impasse financière, mais qui soulève une question déterminante sur la capacité de l'État à mobiliser durablement les ressources nécessaires.

Un déficit budgétaire ne constitue pas, en lui-même, la preuve d'une mauvaise politique économique. De nombreux États recourent à des financements complémentaires pour soutenir leurs investissements et accompagner leur croissance. Tout dépend de la nature des dépenses engagées, de leurs retombées sur l'activité et des moyens mobilisés pour les financer.

Un déficit qui permet de construire des infrastructures utiles, de développer l'industrie et d'accroître les capacités de production ne produit pas les mêmes conséquences qu'un déséquilibre alimenté par des dépenses sans rendement économique durable.

C'est précisément sur ce terrain que le budget 2027 devra être jugé.

LE FINANCEMENT, VÉRITABLE ÉPREUVE DE CRÉDIBILITÉ

Le gouvernement dispose de plusieurs leviers pour faire face à ses besoins de financement. Le recours au marché intérieur, la mobilisation éventuelle de ressources du Fonds de régulation des recettes, l'amélioration du recouvrement fiscal et une gestion plus efficace de la trésorerie publique figurent parmi les possibilités évoquées.

Mais chacune comporte ses limites.

L'endettement intérieur peut contribuer au financement de l'État sans créer directement une dépendance envers des créanciers étrangers. Il doit néanmoins être maîtrisé pour éviter de peser excessivement sur les capacités de financement de l'économie productive. Une mobilisation trop importante des ressources bancaires au profit du Trésor pourrait, selon ses modalités, réduire les marges disponibles pour les entreprises.

Le recours aux réserves budgétaires constitue, pour sa part, un instrument de stabilisation, mais non une ressource permanente. Quant à l'amélioration des recettes fiscales, elle suppose une administration plus performante, une réduction des pratiques frauduleuses et un élargissement de l'assiette de l'impôt sans pénaliser les activités productives.

L'enjeu est donc moins de rechercher une solution financière immédiate que de construire un équilibre capable de résister aux fluctuations économiques.

LA CROISSANCE ATTENDUE AU RENDEZ-VOUS

Le projet budgétaire repose sur une prévision de croissance de 4,2% pour 2027. Cet objectif traduit la confiance des autorités dans la dynamique de l'économie nationale. Encore faut-il que cette progression se matérialise dans les secteurs capables de générer des revenus, de créer des emplois et de réduire les besoins d'importation.

L'Algérie dispose d'atouts considérables. Ses ressources énergétiques, ses capacités agricoles, son potentiel minier, son marché intérieur et les investissements industriels engagés constituent autant de leviers susceptibles d'accélérer la diversification économique.

Toutefois, le développement de ces potentialités dépend de leur traduction concrète dans les circuits de production. Les investissements annoncés doivent déboucher sur des entreprises opérationnelles, des produits compétitifs et des recettes nouvelles. La multiplication des projets ne saurait, à elle seule, tenir lieu de bilan économique.

La question du rendement de l'investissement public devient ainsi centrale. Chaque dinar mobilisé doit être apprécié à l'aune de sa contribution réelle au développement national. Les retards de réalisation, les surcoûts, les équipements sous-utilisés et les obstacles administratifs représentent autant de pertes économiques qu'un pays engagé dans un effort budgétaire de cette ampleur ne peut se permettre de banaliser.

PRÉSERVER LE SOCIAL SANS FRAGILISER L'AVENIR

Le maintien de la protection sociale demeure l'un des fondements de la politique économique algérienne. Les dépenses consacrées aux services publics, aux transferts sociaux et au soutien du pouvoir d'achat répondent à des besoins essentiels. Elles participent également à la stabilité économique en préservant la consommation des ménages.

Mais cette politique exige des ressources pérennes.

L'augmentation des dépenses publiques ne garantit pas mécaniquement une amélioration du niveau de vie. L'inflation, les difficultés d'approvisionnement, les tensions sur certains marchés et les insuffisances de la production nationale peuvent réduire les effets attendus des mesures de soutien.

L'efficacité de la dépense sociale doit donc être appréciée au-delà des montants inscrits dans les documents budgétaires. Ce qui importe au citoyen n'est pas uniquement l'effort financier annoncé, mais son résultat concret sur le logement, les transports, la santé, l'éducation, le coût de la vie…

L'État doit ainsi relever un double défi. Préserver les mécanismes de solidarité tout en développant les conditions économiques permettant de les financer durablement. Une protection sociale solide repose nécessairement sur une économie capable de produire et de renouveler ses ressources.

SORTIR DE LA DÉPENDANCE AUX HYDROCARBURES

La question énergétique demeure incontournable dans l'analyse des finances publiques algériennes. Malgré les progrès recherchés dans la diversification, les hydrocarbures continuent d'occuper une place déterminante dans les équilibres extérieurs et dans les ressources de l'État.

Cette réalité expose l'économie nationale aux variations des cours internationaux, à l'évolution de la demande énergétique et aux transformations des marchés mondiaux.

L'Algérie ne manque pourtant ni de ressources ni de perspectives. Le véritable enjeu consiste à utiliser les revenus énergétiques pour accélérer l'émergence d'une économie moins dépendante de leur contribution. L'industrie manufacturière, l'agriculture, les services productifs, le numérique et les activités exportatrices hors hydrocarbures doivent progressivement devenir des sources plus importantes de valeur ajoutée et de recettes. La substitution aux importations peut participer à cette transformation, à condition de ne pas se limiter à la fermeture administrative du marché. Produire nationalement suppose de maîtriser les coûts, de garantir la qualité, de développer les compétences et de favoriser la compétitivité. Une économie protégée de la concurrence extérieure, mais incapable de satisfaire efficacement sa propre demande, risque simplement de déplacer ses difficultés.

Le budget 2027 devrait donc être évalué aussi sur sa capacité à accélérer cette mutation structurelle.

LA SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE SE CONSTRUIT

Dans un environnement international marqué par les rivalités commerciales, les tensions géopolitiques et les incertitudes énergétiques, l'Algérie affirme sa volonté de préserver l'indépendance de ses décisions économiques. Cette orientation constitue un choix stratégique qui trouve ses racines dans l'histoire de notre pays.

Mais la souveraineté économique ne peut reposer uniquement sur la disponibilité des ressources financières ou sur la capacité de l'État à soutenir l'activité.

Elle suppose un appareil productif performant, des entreprises compétitives, des institutions efficaces et une gestion rigoureuse des deniers publics.

L'indépendance financière vis-à-vis de l'extérieur représente un avantage important. Elle ne dispense toutefois pas d'une discipline budgétaire intérieure. Le financement national d'un déficit demeure une obligation économique qui engage les ressources présentes ou futures du pays.

C'est pourquoi le débat sur le budget 2027 gagnerait à dépasser l'opposition traditionnelle entre partisans de la dépense publique et défenseurs de la rigueur financière. L'Algérie a besoin d'investir, mais elle a tout autant besoin de mesurer les résultats de ses investissements.

Le véritable indicateur de réussite ne sera pas le volume historique des crédits ouverts, mais la capacité du pays à transformer ces moyens en production, en emplois, en exportations et en amélioration durable des conditions de vie.

Au fond, le projet de loi de finances 2027 pose une question qui dépasse largement l'exercice comptable. L'Algérie dispose-t-elle des mécanismes économiques capables de convertir son ambition budgétaire en prospérité durable ?

La réponse ne se trouvera ni dans les discours rassurants ni dans les chiffres spectaculaires. Elle se lira dans les usines qui produisent, les entreprises qui exportent, les emplois qui se créent et les recettes qui progressent.

Un grand budget ne fait pas nécessairement une grande économie. Mais une économie qui produit, innove et crée des richesses finit toujours par donner à son budget les moyens de ses ambitions.

S. M.

PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

La transition s'accélère

La modernisation des moyens de paiement électronique enregistre des avancées significatives en Algérie.

Les indicateurs des neuf premiers mois de 2026, révélés hier, témoignent d'une adoption croissante des solutions de paiement électronique, marquant une évolution dans la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale visant à réduire le recours aux espèces et à moderniser le système financier national. Réuni hier, sous la présidence du Premier ministre, Sifi Ghrieb, le gouvernement a poursuivi l'examen de l'état d'avancement de cette feuille de route. Les chiffres présentés font ressortir une progression notable des différentes formes de paiement électronique par rapport à la même période de 2025. Ainsi, les paiements en ligne ont atteint 391 milliards de dinars, enregistrant une hausse de 63%. Les transactions effectuées sur les terminaux de paiement électronique (TPE) ont, pour leur part, totalisé 133 milliards de dinars, en progression de 48%.

Le paiement mobile a également représenté un volume de 56,4 milliards de dinars, selon un communiqué de services du Premier ministère. À l'inverse, les retraits au niveau des distributeurs automatiques de billets (DAB) ont reculé de 14%, pour s'établir à 3 777 milliards de dinars. Une évolution qui accompagne la dynamique de diversification des moyens de paiement et traduit les premiers effets des efforts engagés pour encourager les transactions électroniques. Le gouvernement a rappelé que cette feuille de route vise principalement à «renforcer l'inclusion financière et à moderniser les systèmes bancaires et financiers publics», souligne le communiqué. Elle ambitionne également de «réduire l'utilisation du cash et à renforcer le suivi des transactions à l'échelle nationale». Pour atteindre ces objectifs, trois axes structurent le programme : l'adaptation du cadre réglementaire et la conformité aux référentiels de sécurité, le développement des solutions de paiement électronique et la numérisation des flux de paiement, ainsi que la généralisation des moyens de paiement dématérialisés dans les différents secteurs d'activité.



SURVEILLANCE ACCRUE DES OPÉRATIONS D'IMPORTATION

Par ailleurs, le gouvernement s'est penché sur les mesures engagées pour concrétiser les décisions prises par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier Conseil des ministres. Les échanges ont notamment porté sur la mise en œuvre des dispositions réglementaires et opérationnelles relatives à la numérisation des statistiques des différents secteurs ministériels, ainsi que sur le système de contrôle des marchandises au niveau des ports et des aéroports. Ce dernier chantier s'inscrit dans le cadre des orientations présidentielles visant à renforcer les mécanismes de contrôle des flux de marchandises aux frontières, à travers un dispositif plus structuré et des procédures modernisées. L'objectif est de consolider la surveillance des opérations d'importation et de garantir un meilleur suivi des marchandises transitant par les infrastructures portuaires et aéroportuaires.

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION : DES NORMES PLUS STRICTES

Autre dossier examiné lors de cette réunion : la finalisation du cadre réglementaire fixant les conditions et les modalités d'homologation des produits destinés à la construction, à l'entretien et à l'exploitation des travaux publics et des infrastructures de base. Le renforcement de ce dispositif revêt une importance particulière pour garantir la qualité des matériaux utilisés dans la réalisation des routes, des ports, des aéroports et des infrastructures ferroviaires. Il s'agit, selon les termes du communiqué, de promouvoir «l'utilisation de produits fiables et de haute qualité» et de garantir leur conformité «aux normes et spécifications techniques en vigueur». Le nouveau cadre entend ainsi instaurer un contrôle plus rigoureux des produits de construction afin de prévenir l'utilisation de matériaux défectueux ou non conformes aux exigences techniques. Cette démarche vise à protéger les usagers, à assurer la solidité et la durabilité des infrastructures et à renforcer le respect des normes environnementales. Elle répond également à un impératif de protection du marché national contre la commercialisation de produits frauduleux, de qualité douteuse ou présentant des risques pour la sécurité, souligne le communiqué. À travers ces différents dossiers, la réunion du gouvernement a ainsi mis en évidence trois priorités : accélérer la transition vers les paiements électroniques, renforcer la numérisation et le contrôle des marchandises et relever les exigences de qualité et de sécurité dans la réalisation des infrastructures nationales. **R. N.**

GAZ ALGÉRIEN

L'EUROPE DE L'EST FRAPPE À LA PORTE

L'Algérie confirme son ascension sur le marché énergétique européen.

Par Crésus

Après la République tchèque, c'est au tour de la Bosnie de manifester son intérêt pour le gaz algérien. Le directeur général de la compagnie bosnienne Energoinvest, Mirza Ustamuvić, a été reçu lundi à Alger par le ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, pour examiner les possibilités d'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL) et en gaz de pétrole liquéfié (GPL).
Cette nouvelle sollicitation intervient alors que l'Algérie vient de se hisser, pour la première fois sur un mois, au deuxième rang des fournisseurs de GNL de l'Union européenne, devançant la Russie.
En octobre 2026, ses livraisons ont atteint 706 000 tonnes, en hausse de 117% par rapport à septembre, représentant 8,3% des importations européennes.
Seuls les États-Unis la précèdent.
Fin octobre, la République tchèque avait également exprimé sa volonté de doubler ses approvisionnements algériens, de 200 à 400 millions de mètres cubes annuellement.
Cette dynamique traduit l'intérêt croissant des pays européens pour une diversification de leurs sources d'énergie. Pour l'Algérie, elle ouvre de nouvelles perspectives commerciales et renforce son poids stratégique sur un marché en pleine recomposition. Reste à transformer ces sollicitations en contrats durables, tout en préservant les capacités nécessaires à la satisfaction d'une demande intérieure croissante.

Crésus

CARBURANTS, UNE RÉVISION POSSIBLE

Aucune hausse annoncée



Le prix des carburants revient dans le débat économique à la faveur de l'adoption du projet de loi de finances 2027.

Par rédaction nationale

Il faut pourtant distinguer la possibilité juridique de réviser les tarifs de la décision effective de les augmenter. À ce stade, le gouvernement n'a annoncé aucune hausse à la pompe, ce qui devrait rassurer les automobilistes.

L'article 218 du texte adopté par l'Assemblée populaire nationale autorise les autorités compétentes à réviser, si nécessaire, les prix des carburants. Cette disposition offre une souplesse réglementaire, sans fixer ni nouveaux tarifs ni calendrier d'application.

Le ministre des Finances a, d'ailleurs, précisé que le gouvernement n'envisageait aucune augmentation à l'intention des consommateurs. Toute décision de cette nature, a-t-il expliqué, supposerait une évaluation préalable de ses conséquences économiques et sociales.

Cette disposition répond néanmoins à une réalité économique.

En Algérie, les carburants bénéficient de prix administrés très avantageux, rendus possibles par le soutien financier de l'État. Or les coûts de raffinage, de transport et de distribution évoluent, et garantir la pérennité des approvisionnements suppose de préserver l'équilibre économique des entreprises concernées.

Une éventuelle révision ne saurait pour autant se juger au seul regard des coûts de production. Le carburant est un maillon essentiel du transport des personnes et des marchandises : même modeste, une hausse pèserait sur les charges des transporteurs et les coûts agricoles, avant de se répercuter, indirectement, sur les prix à la consommation.

La prudence commande donc de privilégier la transparence, la concertation et une évaluation précise des effets sociaux avant toute décision. Il serait également utile d'expliquer clairement la distinction entre usages industriels et consommation des ménages.

L'enjeu n'est ni de tenir les prix actuels pour immuables ni de présenter leur hausse comme inévitable. Il s'agit de concilier la viabilité du secteur énergétique et la protection du pouvoir d'achat.

Pour l'heure, la loi ouvre une possibilité, elle n'annonce pas une hausse. Cette nuance mérite d'être pleinement respectée.

R. N.

ÉLECTIONS LOCALES

Les promesses à l'épreuve des moyens

À l'approche des élections locales du 28 novembre, les responsables de plusieurs formations politiques multiplient les promesses et mettent l'accent sur la nécessité de transformer les engagements électoraux en réalisations concrètes.

Développement local, amélioration du cadre de vie, création d'emplois, participation citoyenne et valorisation des ressources locales figurent parmi les principales promesses avancées. Mais au-delà des intentions affichées, une question mérite d'être posée : les collectivités locales disposent-elles réellement des moyens financiers, humains et organisationnels nécessaires pour concrétiser ces ambitions ?



AMBITIONS ET CONTRAINTES BUDGÉTAIRES

Si ces orientations répondent à des préoccupations largement exprimées par les citoyens, leur concrétisation soulève néanmoins une question essentielle : les futurs élus auront-ils les moyens de leurs ambitions ? En effet, promettre la réalisation d'infrastructures, l'amélioration des services publics, la création d'emplois ou encore le développement de l'investissement local suppose disposer de ressources financières suffisantes, de compétences techniques et d'une véritable stratégie de mise en œuvre. Or, dans de nombreuses communes, les capacités financières constituent déjà une contrainte importante. Certaines collectivités doivent faire face à des besoins considérables en matière d'aménagement urbain, de voirie, d'assainissement, d'éclairage public et d'équipements de proximité, alors que leurs ressources restent limitées.

Dans ce contexte, annoncer des engagements précis avant même de connaître les capacités budgétaires de la commune, les ressources mobilisables ou les possibilités de financement des projets peut conduire à un décalage entre les attentes suscitées pendant la campagne et les réalisations effectivement possibles durant le mandat. La question ne concerne donc pas uniquement la volonté des candidats de tenir leurs promesses. Elle renvoie également à leur capacité à identifier les moyens nécessaires, à établir des priorités et à construire des programmes compatibles avec les réalités financières et administratives des collectivités qu'ils ambitionnent de gérer.

DES PROGRAMMES À ANCRER DANS LES RÉALITÉS LOCALES

Une autre interrogation concerne la préparation même des programmes électoraux. Les engagements annoncés tiennent-ils suffisamment compte des réalités socioéconomiques de chaque région et des besoins spécifiques de ses habitants ? Les problématiques d'une commune à vocation agricole ne sont pas nécessairement celles d'une commune industrielle, touristique ou située dans une zone urbaine densément peuplée.

De même, les priorités d'une localité confrontée au manque d'infrastructures de base peuvent être très différentes de celles d'une commune dont les principales préoccupations concernent l'emploi, les transports ou l'attractivité économique. D'où l'importance de s'interroger sur l'existence d'études socioéconomiques territorialisées permettant d'identifier les besoins réels des populations, les ressources disponibles, les potentialités économiques et les contraintes propres à chaque région. De telles études devraient constituer un préalable à l'élaboration des programmes de développement local. Elles permettraient notamment d'éviter de proposer des projets standardisés, reproduits d'une commune à une autre, sans tenir suffisamment compte des particularités locales. Il ne suffit donc pas d'affirmer vouloir développer l'investissement, créer des emplois ou améliorer le cadre de vie. Encore faut-il savoir dans quels secteurs investir, quelles ressources valoriser, quels projets privilégier et quelles populations cibler en priorité.

DU DISCOURS ÉLECTORAL À LA PLANIFICATION CONCRÈTE

La crédibilité des futurs élus dépendra également de leur capacité à transformer leurs engagements en programmes opérationnels. Une promesse, aussi pertinente soit-elle, ne devient un projet réalisable que lorsqu'elle est accompagnée d'un calendrier, d'une estimation financière, d'une identification des sources de financement et d'une répartition claire des responsabilités. Cela suppose également de connaître les compétences réelles des assemblées communales et de wilaya, les possibilités d'accompagnement de l'administration et les mécanismes permettant de mobiliser les financements nécessaires. Dans cette perspective, la diversification des ressources communales, évoquée durant la campagne, constitue une piste de réflexion importante. Mais elle nécessite, elle aussi, une démarche structurée : recensement du patrimoine communal, meilleure exploitation des ressources locales, encouragement des activités économiques et amélioration des mécanismes de gestion. La participation citoyenne, également défendue par plusieurs responsables politiques, pourrait contribuer à cette démarche. En associant les habitants à l'identification des besoins et au choix des priorités, les élus pourraient mieux orienter les dépenses publiques vers les projets répondant aux préoccupations les plus urgentes. Encore faut-il que cette participation dépasse le cadre des consultations ponctuelles et s'inscrive dans un véritable mécanisme de suivi et d'évaluation de l'action locale.

TRADUIRE LES ENGAGEMENTS EN RÉSULTATS

Au-delà des discours de campagne, le prochain mandat local devra ainsi être l'occasion de poser les bases d'une gestion davantage fondée sur la planification, la transparence et l'évaluation des résultats. L'enjeu n'est pas de réduire les ambitions des candidats ni de remettre en cause la légitimité de leurs propositions. Il s'agit plutôt de rappeler que le développement local exige une adéquation permanente entre les objectifs annoncés et les moyens réellement disponibles. Les citoyens sont en droit d'attendre des engagements qui répondent à leurs besoins, mais également des programmes réalistes, hiérarchisés et accompagnés de stratégies concrètes de réalisation.

I. Khermane

SCRUTIN DU 28 NOVEMBRE

L'Anie peaufine son dispositif

L'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) a tenu une réunion de coordination et de formation, par visioconférence, pour suivre l'état de préparation des structures et des moyens mobilisés pour les élections locales prévues le 28 novembre, indique un communiqué de l'Autorité. La réunion s'est déroulée mardi sous la présidence de Saad Arous, président de l'Autorité indépendante, avec la participation de l'ensemble des coordinateurs de wilaya et des 1.541 coordinateurs communaux, ainsi que des ingénieurs et techniciens mobilisés pour l'opération électorale sur l'ensemble des wilayas du pays, dans le cadre des préparatifs en cours pour l'élection des membres des Assemblées populaires communales et de wilaya. A cette occasion, Arous a donné une série d'instructions, insistant sur la nécessité de «finaliser les préparatifs organisationnels, notamment ceux liés à la disponibilité des moyens techniques et humains pour le jour du scrutin, ainsi que l'affichage définitif des listes des membres des bureaux de vote».

Tout comme il a salué «les efforts consentis lors des étapes précédentes» et «le sens des responsabilités et la mobilisation dont ont fait preuve les coordinateurs de l'Anie, ainsi que les différents intervenants dans l'opération électorale». Le responsable a également souligné «la nécessité de poursuivre le travail avec la même détermination et le même engagement, et de faire preuve d'une plus grande vigilance, afin de garantir le parachèvement de toutes les dispositions dans les délais impartis», conclut le communiqué. Pour rappel, samedi dernier, l'Anie a organisé une réunion de formation par visioconférence, à laquelle ont participé plus de 10.000 formateurs des encadrants des centres et bureaux de vote de toutes les wilayas. Durant la rencontre, Saad Arous, qui a donné plusieurs instructions, a assuré que «la réussite de l'opération électorale ne dépend pas uniquement de la disponibilité des moyens et des dispositions matérielles et organisationnelles, mais repose tout autant sur la compétence des ressources humaines, la qualité de leur prestation et leur engagement à faire preuve de neutralité, d'intégrité et de discipline, dans le strict respect de la loi».



CRESUS

Quotidien national, édité par la SARL **CELIGNE Éd. & Com.**

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com
cresusdz@gmail.com
Tél. : 044 40 74 96

DIRECTEUR DE REDACTION
SAID MEKLA

REDACTRICE EN CHEF
ASSIA MEKHENNEF

Rédaction/Administration

MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1er MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz
Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger
Tirage : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de publicité »

Agence ANEP 01, avenue pasteur- Alger

Tél : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45
020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ALGÉRIE-BIÉLORUSSIE

500 millions de dollars d'échanges en ligne de mire

Tracteurs, moissonneuses-batteuses et lait infantile : Alger et Minsk concrétisent leur rapprochement économique à travers de nouveaux projets industriels destinés à renforcer la production locale et les capacités agricoles de l'Algérie

L'Algérie et la Biélorussie accélèrent leur coopération économique avec une ambition affichée : porter leurs échanges commerciaux à 500 millions de dollars d'ici à fin 2027. Pour atteindre cet objectif, les deux pays entendent dépasser le cadre des échanges classiques pour privilégier les investissements, les partenariats industriels et la production locale.

Cette nouvelle dynamique s'est traduite mercredi à Minsk par la signature de plusieurs accords à l'occasion de la deuxième session de la commission intergouvernementale algéro-biélorusse chargée de la coopération commerciale, économique, scientifique et technique. Les travaux ont été coprésidés par le ministre algérien de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ali Khaldi, et son homologue biélorusse, Alexandre Vladimirovitch Yakovchits. Parmi les principaux projets figure la fabrication de tracteurs agricoles en Algérie. Un mémorandum d'entente entre l'entreprise publique ETRAG et l'usine de tracteurs de Minsk prévoit le montage de tracteurs de marque « Belarus », avec une intégration progressive de composants locaux. L'objectif est de développer une filière nationale de matériel agricole et de réduire la dépendance aux importations.



La coopération s'étend également aux moissonneuses-batteuses. Sambo Algérie et le constructeur biélorusse Gomselmash ont convenu d'étudier le développement et la production de machines automotrices dotées d'un système de nivellement automatique, adaptées notamment aux terrains en pente et aux reliefs accidentés.

Autre projet stratégique, la production de lait infantile en Algérie. Le groupe public GIPLAIT et la société biélorusse Bellakt ont signé un document destiné à faire avancer leur partenariat vers la réalisation d'une unité industrielle spécialisée. Un projet qui répond à l'enjeu de diversification de la production nationale et de renforcement de la sécurité alimentaire.

DES ÉCHANGES À DIVERSIFIER

Au-delà de ces projets, Alger et Minsk souhaitent élargir leur coopération à d'autres secteurs, notamment la fabrication d'autobus et les industries agroalimentaires. Les discussions ont également porté sur les possibilités d'exportation de produits algériens vers le marché biélorusse, en particulier les dattes, les fruits secs, les fruits à coque et l'huile d'olive. La facilitation des échanges agricoles et alimentaires constitue un autre axe de ce rapprochement. L'adoption de modèles de certificats sanitaires et la conclusion d'accords vétérinaires intergouvernementaux doivent contribuer à simplifier les procédures et à sécuriser les transactions commerciales. Les échanges entre les deux pays avoisinent actuellement les 100 millions de dollars. Leur multiplication par cinq à l'horizon 2027 suppose donc une accélération des investissements et la concrétisation rapide des projets annoncés.

À ce titre, le vice-Premier ministre biélorusse, Viktor Karankevitch, a insisté sur la nécessité de fixer des échéances précises pour les projets industriels communs et de réunir les conditions administratives nécessaires à leur lancement.

De son côté, Sid Ali Khaldi a souligné que les accords conclus marquaient une nouvelle étape dans les relations bilatérales, avec le passage des intentions aux réalisations. Il a également assuré que leur mise en œuvre ferait l'objet d'un suivi sur le terrain, tout en mettant en avant l'expérience biélorusse dans les industries mécaniques, l'agroalimentaire et la production animale.

Cette dynamique s'inscrit dans le prolongement de la visite du président biélorusse Alexandre Loukachenko en Algérie, en décembre 2025, qui avait donné une nouvelle impulsion aux relations entre les deux pays, notamment à travers la signature d'une déclaration d'amitié et de partenariat et d'une feuille de route pour 2026-2027.

Désormais, l'enjeu est de transformer ce rapprochement politique en résultats économiques tangibles. La réalisation des unités industrielles annoncées, le développement de la sous-traitance locale et l'ouverture de nouveaux débouchés commerciaux seront déterminants pour atteindre le cap des 500 millions de dollars.

Smail R.

PARTENARIAT ÉNERGÉTIQUE

Alger et Oslo explorent de nouvelles pistes

Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, est arrivé mardi soir à Oslo pour une visite officielle au Royaume de Norvège, indique un communiqué du ministère.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale et de l'intensification des consultations sur les questions d'intérêt commun. Ahmed Attaf participe également aux travaux de la 23e réunion des ministres des Affaires étrangères des pays africains et d'Europe du Nord, qui constitue une occasion de consolider le dialogue autour des principaux enjeux internationaux.

En marge de cette rencontre, le chef de la diplomatie algérienne a eu plusieurs entretiens avec ses homologues, notamment avec le ministre norvégien des Affaires étrangères, Espen Barth Eide. Les discussions, d'abord tenues en tête-à-tête, puis élargies aux deux délégations, ont porté sur l'état des relations bilatérales et les perspectives de leur développement.

Les deux responsables ont réaffirmé leur volonté de donner une nouvelle impulsion à la coopération entre les deux pays, à travers le renforcement des cadres de partenariat et l'activation de leurs mécanismes. Ils ont également exprimé leur satisfaction quant au niveau des échanges sectoriels, tout en soulignant la nécessité d'en élargir les domaines.

Sur le plan politique, les discussions ont notamment porté sur les derniers développements de la question palestinienne et la situation dans la région sahélo-saharienne. Les deux ministres ont insisté sur l'importance de poursuivre la concertation et la coordination autour de ces dossiers.

L'ÉNERGIE AU CŒUR DES DISCUSSIONS

Le volet énergétique a occupé une place particulière dans cette visite, à travers la rencontre d'Ahmed Attaf avec le ministre norvégien de l'Énergie, Terje Aasland. Les échanges ont porté sur l'état de la coopération dans ce secteur stratégique et les perspectives de son élargissement, notamment par la consolidation des cadres juridiques et des mécanismes encadrant le partenariat.

Les deux parties ont également examiné les possibilités de développement des investissements et de nouveaux partenariats, en s'appuyant sur les potentialités des deux pays. L'Algérie entend notamment tirer profit de l'expertise norvégienne dans les énergies renouvelables et les technologies liées à la transition énergétique. Cette rencontre traduit ainsi une volonté commune de renforcer les échanges économiques et les investissements, tout en encourageant les partenariats entre les entreprises algériennes et norvégiennes. L'objectif est de valoriser les opportunités offertes par le secteur énergétique algérien et de diversifier les domaines de coopération, sur la base des intérêts mutuels.

R.N.

DJAMAÂ EL-DJAZAÏR

Le bilan remis au chef de l'Etat

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, le recteur de Djamaâ El-Djazaïr, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini. A l'occasion, le recteur de Djamaâ El-Djazaïr a remis au chef de l'Etat le rapport annuel de l'institution. Le document met en avant les avancées scientifiques et culturelles, ainsi que les projets engagés pour renforcer son rayonnement.

À l'issue de sa rencontre avec le chef de l'État, le recteur a notamment mis en avant le développement des chaires scientifiques, générales et spécialisées, qui enregistrent un intérêt croissant. Il a également souligné la création de la chaire de l'Émir Abdelkader au Centre d'Oxford pour les études islamiques, qu'il a présentée comme un acquis scientifique et civilisationnel.

Parmi les projets évoqués figure également un programme élaboré en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, actuellement en phase de préparation avant son lancement.

Les échanges ont aussi porté sur les perspectives de renforcement du rayonnement de Djamaâ El-Djazaïr et sur les moyens de concrétiser les objectifs qui lui sont assignés. Plusieurs colloques et séminaires sont, à ce titre, en cours de préparation et devraient être organisés dans les meilleurs délais.

L'ALGÉRIE ACCÉLÈRE SON OFFENSIVE EN AFRIQUE

Peser dans l'équation énergétique

De la Côte d'Ivoire au Niger, en passant par le Tchad et le Mozambique, les groupes Sonelgaz et Sonatrach multiplient les projets et les partenariats pour renforcer la présence énergétique algérienne sur le continent.

Face à une demande d'électricité en constante progression, la Côte d'Ivoire mise sur l'expertise algérienne pour renforcer ses capacités de production. Dans cette perspective, la filiale internationale de Sonelgaz et la compagnie ivoirienne CI-Energies ont conclu, mardi, un partenariat portant sur la réalisation d'une centrale thermique mobile à San Pedro.

La signature de cet accord est intervenue à l'occasion de la visite en Côte d'Ivoire du ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal. Le projet prévoit, dans une première phase, l'installation de deux turbines mobiles d'une puissance de 20 mW chacune, soit une capacité totale de 40 mW.

L'accord porte également sur la fourniture d'équipements électriques, de transformateurs et de postes mobiles, ainsi que sur un accompagnement technique pour la maintenance des réseaux. Selon Mourad Adjal, la mise en service de ces installations est prévue au premier trimestre 2027.

Ce partenariat pourrait rapidement prendre de l'ampleur. Trois turbines supplémentaires de 20 mW chacune sont envisagées, tandis que les discussions doivent se poursuivre autour de la réalisation d'une centrale électrique à cycle combiné de 1 200 mW. À plus long terme, les deux pays étudient également la possibilité de créer une unité commune de fabrication de matériels électriques destinés au marché régional.



LE CONGO SOLLICITE L'EXPERTISE ALGÉRIENNE

En marge de sa participation à la 50e session du Conseil ministériel de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), à Abidjan, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a rencontré son homologue congolais, Stev Simplice Onanga.

Les discussions ont porté sur les perspectives de coopération dans plusieurs segments de l'industrie des hydrocarbures, notamment l'exploration, la production pétrolière et gazière, le développement des gisements, le raffinage, les services pétroliers, le gaz naturel liquéfié (GNL) et la pétrochimie.

Les deux parties ont examiné les possibilités de coopération dans la formation et le développement des compétences, en s'appuyant notamment sur le savoir-faire de l'Institut algérien du pétrole (IAP) et de la Sonatrach Management Academy (SMA).

UNE PRÉSENCE QUI PREND DE L'AMPLEUR SUR LE CONTINENT

Ces initiatives illustrent la volonté de l'Algérie de consolider son ancrage énergétique en Afrique et de multiplier les partenariats dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Cette ambition commence à se traduire par des réalisations concrètes sur le terrain.

En juin dernier, Sonelgaz a inauguré au Niger une centrale électrique de 40 mW, entièrement financée et réalisée par le groupe algérien. Un mois auparavant, une délégation de sa filiale internationale s'était rendue à N'Djamena, au Tchad, pour effectuer les études techniques préalables à la construction d'une installation similaire.

La Côte d'Ivoire constitue ainsi une nouvelle étape dans le déploiement de l'expertise algérienne en matière de production électrique. Parallèlement, Sonatrach renforce ses démarches de coopération et de partenariat dans plusieurs pays, du Niger au Mozambique, en passant par le Sénégal, le Tchad et la Mauritanie.

À travers l'action complémentaire de ces deux groupes publics, l'Algérie entend dépasser son statut de fournisseur d'hydrocarbures pour s'affirmer comme un partenaire industriel et technologique de premier plan. La réalisation d'infrastructures électriques, le transfert de compétences et le développement de projets communs constituent autant de leviers pour conquérir de nouvelles positions sur le marché énergétique africain.

S. Smati

GAZODUC TRANSSAHARIEN

Une mission algérienne à Niamey

Le projet de gazoduc transsaharien (TSGP) semble définitivement entré dans sa phase opérationnelle. Dans le cadre de la poursuite des préparatifs techniques et opérationnels du projet, une mission de haut niveau, dépêchée par Alger, séjourne actuellement dans la capitale nigérienne pour lever les ultimes défis techniques et préparer le lancement des chantiers. L'Algérie ayant déjà engagé les travaux de construction de son tronçon, le tour est donc venu d'accélérer la concrétisation du projet sur le territoire nigérien. La délégation algérienne, composée de cadres du ministère algérien des Hydrocarbures, de la branche Transport par canalisation (TRC) de Sonatrach et de l'Entreprise nationale de canalisation (Enac), s'attellera, avec ses homologues nigériens, à accélérer les études techniques relatives au tracé du gazoduc sur le territoire nigérien et la définition des prochaines étapes opérationnelles, en vue de réunir les conditions nécessaires au démarrage des travaux de construction. Cette avancée constitue une étape importante dans la concrétisation de cette infrastructure énergétique régionale.

S. S.

DE LA MATIÈRE PREMIÈRE AUX VACCINS

Saidal muscle son industrie

Le groupe Saidal accélère sa transformation industrielle avec une ambition clairement affichée : renforcer la souveraineté pharmaceutique de l'Algérie en maîtrisant davantage la production des médicaments et de leurs matières premières. De Batna à Médéa, en passant par Constantine, Annaba et Cherchell, plusieurs projets sont engagés pour réduire la dépendance aux importations, diversifier l'offre nationale et accéder à des segments pharmaceutiques à forte valeur ajoutée.

Cette stratégie, présentée par le directeur général de Saidal, Younès Barara, repose notamment sur les enseignements de la pandémie de la Covid-19, qui avait mis en évidence la fragilité des chaînes internationales d'approvisionnement. Le paracétamol en est une illustration. Les restrictions à l'exportation imposées par certains pays producteurs avaient alors compliqué l'approvisionnement des laboratoires. Pour éviter que cette situation ne se reproduise, Saidal a engagé la réalisation d'une usine de production de sa matière première à Batna.

Le projet affiche un taux d'avancement de 80% et dispose d'une capacité annuelle de 2.000 tonnes, pour des besoins nationaux estimés entre 1.000 et 1.100 tonnes. Au-delà de la couverture du marché local, cette capacité devrait dégager un excédent destiné à l'exportation. L'unité intégrera une activité de granulation adaptée aux équipements des producteurs nationaux afin de limiter les pertes industrielles. Sa mise en service est prévue dans 8 à 9 mois, avec jusqu'à 150 emplois directs à la clé. Saidal envisage également de produire localement les intrants nécessaires. À Médéa, le groupe prévoit de relancer la fabrication de matières premières antibiotiques, notamment la transformation de la pénicilline en amoxicilline par un procédé enzymatique. L'ambition est d'étendre cette production aux cinq grandes familles d'antibiotiques. Un projet stratégique pour réduire la facture des importations, estimée à 555 millions de dollars, et sécuriser l'approvisionnement des fabricants nationaux.

L'ONCOLOGIE ET LES VACCINS EN POINT DE MIRE

Saidal renforce également ses ambitions dans les médicaments innovants à travers la production locale de traitements anticancéreux et de biosimilaires. Le partenariat avec le suisse Roche prévoit la fabrication de médicaments contre le cancer du sein, avec un transfert de technologie et un début de production annoncé pour 2027. À Constantine, une unité de biosimilaires devrait lancer son premier produit dans cinq à sept mois, tandis que deux autres installations seront consacrées aux matières premières et aux médicaments finis destinés à l'oncologie. Le groupe prévoit aussi de développer la production de vaccins à Annaba et Cherchell, en partenariat avec des opérateurs allemands, avec un délai de réalisation de deux ans. Les discussions portent également sur un transfert de technologie dans le domaine de la thérapie cellulaire.



L'AFRIQUE, NOUVEAU RELAIS DE CROISSANCE

Saidal ambitionne de renforcer sa présence en Afrique à travers la création de deux filiales au Bénin et en Tanzanie, après avoir déjà développé les exportations vers la Mauritanie, la Libye et le Yémen. Ces implantations visent à conquérir de nouveaux marchés et à nouer des partenariats locaux. Le groupe mise également sur la qualité de la production, avec une capacité de 250 millions d'unités et un taux d'équivalence supérieur à 98% enregistré lors d'une première étude sur l'amoxicilline. À travers ces différents investissements, Saidal cherche ainsi à changer d'échelle : passer de la fabrication de médicaments à une intégration plus poussée de la chaîne pharmaceutique, tout en se positionnant comme un fournisseur sur le continent africain. Le groupe ambitionne d'atteindre le chiffre d'affaires de un milliard de dollars dans les deux à deux ans et demi à venir. Un objectif étroitement lié à la concrétisation de ses projets industriels et à leur entrée effective en production.

Nassim Goumettre.

30 ENTREPRISES POUR 1 000 HABITANTS

Le défi algérien

Créer davantage d'entreprises ne suffit plus. L'Algérie veut désormais s'assurer que les projets lancés par les jeunes deviennent de véritables activités économiques, capables de créer des emplois, de produire et de résister aux difficultés du marché.

L'Algérie veut donner un nouveau souffle à l'entrepreneuriat. Après avoir encouragé la création de microentreprises, les pouvoirs publics entendent désormais s'attaquer à un défi tout aussi important : faire en sorte que ces structures puissent grandir, se développer et s'installer durablement dans le paysage économique national.

Cette orientation a été mise en avant mercredi par Sandra Saïbi, directrice des microentreprises au ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Microentreprises, lors de son intervention dans l'émission « Invité du matin » de la Chaîne I de la Radio algérienne.

La responsable a annoncé que l'Algérie ambitionne de passer de 25 à 30 microentreprises pour 1 000 habitants d'ici à 2030. Un autre objectif accompagne cette démarche : faire passer de 10 à 20 % le taux de transformation des porteurs de projets formés en entreprises réellement opérationnelles.

Autrement dit, il ne s'agit plus seulement d'inciter les jeunes à entreprendre, mais de leur donner les moyens de concrétiser leurs idées et de faire vivre leurs entreprises. Car entre un projet présenté sur le papier et une activité qui parvient à s'imposer sur le marché, le chemin reste souvent difficile.



DE LA MOBILISATION À DES RÉSULTATS CONCRETS

La dynamique entrepreneuriale est pourtant bien engagée. En 2025, l'Algérie s'est classée première au niveau mondial en matière d'activités organisées dans le cadre de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, avec 58 000 initiatives recensées. Un résultat qui témoigne de la mobilisation des structures d'accompagnement et des différents acteurs économiques.

Mais pour Sandra Saïbi, l'heure est désormais à l'évaluation des résultats. En collaboration avec le Réseau mondial de l'entrepreneuriat (GEN), un programme de suivi est en préparation afin de mesurer les retombées de ces initiatives dans les différentes wilayas et de mieux suivre les jeunes après leur participation aux actions de sensibilisation et de formation.

La diffusion de la culture entrepreneuriale reste également un enjeu important. L'Algérie occupe la 43e place sur 139 pays dans l'indicateur relatif à la culture entrepreneuriale de l'Indice mondial de l'innovation. Pour améliorer ce classement, la responsable plaide notamment pour une sensibilisation plus précoce des jeunes, en particulier dans les universités et les centres de formation professionnelle.

Parallèlement, près de 140 000 projets ont été enregistrés dans le cadre du statut d'autoentrepreneur. Cette évolution traduit l'intérêt croissant des jeunes pour les métiers du numérique, les services et les activités pouvant être lancées à travers des plateformes électroniques, avec des démarches administratives simplifiées.

DES PROJETS MIEUX ADAPTÉS AUX BESOINS DU MARCHÉ

L'autre priorité consiste à éviter que les jeunes se lancent dans des activités sans débouchés réels. Pour cela, le ministère travaille à la mise en place d'un tableau de bord destiné à mieux cerner les besoins de chaque wilaya.

Les données relatives à l'âge, au niveau d'instruction, aux caractéristiques locales et aux secteurs économiques les plus demandeurs permettront d'orienter plus efficacement les dispositifs de soutien et de financement, notamment ceux de la NESDA et de l'ANGEM. L'idée est simple : encourager les jeunes à investir dans des activités qui répondent aux besoins de leur environnement et qui présentent de réelles perspectives de développement. Cette démarche sera accompagnée d'actions organisées dans 69 wilayas, dans le cadre de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, avec des ateliers consacrés notamment à l'exportation, aux matières premières, aux équipements, à la numérisation et à l'intelligence artificielle.

LA SURVIE DES ENTREPRISES, UN DÉFI MAJEUR

Au-delà de la création, l'un des principaux défis reste la capacité des microentreprises à trouver leur place dans le circuit économique et à nouer des relations durables avec les grands opérateurs. Dans ce domaine, la plateforme « Small Business Hub » doit faciliter les contacts entre les petites structures et les entreprises industrielles, notamment dans les secteurs stratégiques, et favoriser le développement de la sous-traitance. La question de la pérennité demeure toutefois centrale. Obtenir un financement et lancer une activité ne garantit pas sa réussite sur le long terme. C'est pourquoi les pouvoirs publics visent des taux de pérennité compris entre 50 et 70 %, en renforçant l'accompagnement technique et les mécanismes de suivi.

En définitive, l'ambition est de faire évoluer l'entrepreneuriat algérien : passer d'une logique de création de projets à une véritable culture de l'entreprise, fondée sur la production, la compétitivité et la durabilité. Un défi qui conditionnera largement la place des microentreprises dans la diversification de l'économie nationale.

POTENTIEL INDUSTRIEL ALGÉRIEN

La Banque mondiale impressionnée

La dynamique industrielle en Algérie et les ambitions des investisseurs nationaux suscitent l'intérêt des institutions financières internationales. En visite à Sidi Bel Abbès, la représentante résidente du Groupe de la Banque mondiale en Algérie, Cemile Hacıbeyoğlu Cere, a salué les capacités des opérateurs nationaux à développer des projets industriels à forte valeur ajoutée et répondant aux standards internationaux.

Accompagnée d'une délégation du Groupe de la Banque mondiale et de la Société financière internationale (SFI), elle s'est rendue à l'usine « Tazi Holding Capsules », implantée dans la zone industrielle de la wilaya. Cette visite a été l'occasion de découvrir les installations de l'entreprise, ses équipements et ses capacités de production, mais aussi d'examiner les perspectives d'accompagnement de son développement.

Pour Mohamed El-Amine Tazi, délégué régional de l'Ouest du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), cette étape s'inscrit dans le cadre d'une tournée de la délégation dans l'Ouest du pays. Elle intervient au lendemain d'une journée d'information organisée lundi à Oran, en partenariat avec le CREA, autour des mécanismes de financement destinés aux projets d'investissement.

Sur place, les membres de la délégation ont pu mesurer le potentiel de cette unité industrielle, présentée comme la première en Afrique et au Moyen-Orient à produire des capsules à base de gélatine bovine et de gélatine végétale (HPMC).

Avec une capacité de trois millions de capsules par jour et par machine, l'usine ambitionne d'atteindre une production globale de sept milliards de capsules par an.

Un potentiel qui pourrait contribuer à couvrir les besoins du marché national, à limiter le recours aux importations et à renforcer la disponibilité de ce type de produits destinés aux industries pharmaceutiques et parapharmaceutiques.

Au-delà de ses capacités de production, le projet représente également un apport en matière d'emploi, avec 250 postes directs et 200 emplois indirects annoncés.

Cette visite met ainsi en évidence les possibilités offertes par l'investissement national dans les industries de transformation. Elle illustre surtout le rôle que peuvent jouer les entreprises locales dans le renforcement de la production nationale, la réduction de la dépendance extérieure et la diversification de l'économie.

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Alger et Khartoum passent aux contrats

La coopération économique entre l'Algérie et le Soudan se consolide avec la signature de plusieurs contrats de partenariat et d'exportation, à l'issue d'une rencontre entre la Confédération des industriels et producteurs algériens (CIPA) et une délégation économique soudanaise de haut niveau.

La rencontre, présidée par Mohamed El Hadj, président par intérim de la CIPA, s'est déroulée en présence du consul du Soudan en Algérie, Tamim Ali Tamim, de représentants de l'ambassade soudanaise et de plusieurs hommes d'affaires des deux pays.

Les discussions ont porté sur les opportunités d'investissement, le développement de partenariats entre les entreprises et le renforcement des échanges commerciaux, notamment à travers une présence accrue des produits algériens sur le marché soudanais.

La signature de ces contrats constitue une avancée concrète dans le rapprochement des opérateurs économiques des deux pays. Cette initiative s'inscrit dans les efforts visant à diversifier les débouchés des exportations algériennes et à renforcer les partenariats économiques avec les pays africains.

ALGÉRIE-BRÉSIL

Vers de nouveaux projets industriels communs

Le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, a reçu mardi à Alger l'ambassadeur du Brésil, Marcos Vinicius Pinta Gama, pour examiner les perspectives de renforcement de la coopération industrielle et économique entre les deux pays.

Les discussions ont notamment porté sur la relance des commissions mixtes et du Conseil d'affaires algéro-brésilien, ainsi que sur le développement des partenariats entre les entreprises des deux pays.

Les deux parties ont également évoqué de nouvelles opportunités d'investissement et la concrétisation de projets industriels communs, en vue de consolider les relations économiques bilatérales.

RENFORCEMENT DES STRUCTURES SANITAIRES À ILLIZI

Un centre de prise en charge de la toxicomanie mis en service

Un centre intermédiaire de prise en charge de la toxicomanie a été inauguré et mis en service au chef-lieu de wilaya d'Illizi, par le wali, Ahcène Khaldi, dans le cadre du renforcement des structures de prise en charge sanitaire et psychologique des personnes souffrant de toxicomanie et leur accompagnement pour leur réinsertion sociale, a-t-on appris ce hier, des services de la wilaya.



La cérémonie d'inauguration s'est déroulée mardi soir, en présence des membres de la commission sécuritaire de la wilaya, de plusieurs responsables locaux et de cadres du secteur de la santé. A cette occasion, le wali a reçu des explications sur le programme de fonctionnement du centre et les prestations qu'il assure, notamment en matière d'accueil de toxicomanes et leur orientation vers une prise en charge et un traitement adaptés. Dans ce contexte, le directeur de la santé et de la population de la wilaya, Mourad Djaghebelou, a indiqué que cette nouvelle structure de santé a pour mission de contribuer à la prise en charge de cette catégorie de personnes et les aider à retrouver un équilibre psychologique et à se réinsérer dans la société. M. Khaldi a souligné la nécessité d'assurer un accompagnement continu à cette catégorie de personnes, afin de les aider à surmonter leur dépendance et à réintégrer leur vie sociale et professionnelle, à travers des programmes de prise en charge psychologique et sanitaire. Il a précisé aussi que le centre est encadré par une équipe composée d'un médecin spécialiste en psychiatrie, d'un psychologue et d'un assistant social et dispose d'un laboratoire, d'une salle de jeux et d'un espace de détente. De son côté, le directeur du centre, le psychiatre Rachid Ben Moumène, a fait savoir que cette structure accueille les personnes dépendantes de différentes substances, stupéfiantes et hallucinogène, et les boissons alcoolisées, afin de les accompagner et de les aider à se libérer de leur addiction.

Et d'ajouter que le centre assure une prise en charge pluridisciplinaire grâce à une équipe médicale, psychologique et sociale, tout en proposant des programmes thérapeutiques individualisés, qui tiennent compte des spécificités et des besoins sanitaires et psychologiques de chaque patient. L'ouverture de cette structure s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer la prévention, à améliorer la prise en charge des personnes souffrant d'addiction et à lutter contre la propagation des fléaux sociaux et leurs répercussions sur l'individu et la société, a-t-on souligné.

TIZI-OUZOU

De nouveaux projets scolaires lancés

Le coup d'envoi des travaux de réalisation de deux nouveaux établissements scolaires dans la commune d'Irdjen, à l'est de Tizi-Ouzou, a été donné lundi dans le but de renforcer l'infrastructure éducative, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Les travaux de réalisation des deux infrastructures ont été lancés par le wali Aboubakr Essedik Boucetta lors d'une visite de travail. Il s'agit d'un CEM base 6 implanté dans le nouveau quartier de 474 logements publics locatifs et d'une école primaire au niveau du quartier des 2.300 logements AADL, selon la même source. Le chef de l'exécutif a donné des instructions aux services concernés pour la mobilisation de l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires pour la réalisation des deux projets dans les délais contractuels et selon les normes de qualité de réalisation. Par ailleurs, et à l'occasion de la même visite, les travaux de réalisation de deux lycées d'une capacité de 1.000 places pédagogiques chacun, dans la commune de Tizi-Ouzou, ont été relancés. Le directeur des équipements publics a été instruit par le wali d'assurer un suivi de terrain rigoureux de ces opérations et de veiller à ce que les entreprises chargées de leur réalisation mobilisent tous les moyens nécessaires pour une livraison dans les échéances fixées. A noter que le secteur des équipements publics a bénéficié, au titre de l'exercice 2026, de 55 opérations, dont 12 projets d'infrastructures éducatives, à savoir 4 lycées, 3 CEM et 5 groupes scolaires répartis sur différentes communes de la wilaya. Trois lycées sont prévus au niveau de la commune de Tizi-Ouzou, avec deux établissements au pôle d'excellence et un lycée de remplacement au niveau de la Cité Chahid Hamel Laâmara. Le quatrième a été implanté dans la commune de Fréha. S'ajoutent à cela, trois CEM prévus au pôle d'excellence de Tizi-Ouzou, à Makouda et à Draa El Mizan, ainsi que cinq groupes scolaires dans les communes d'Agribs, Mkira, Frikat, Azazga et Mekla.

NOUVEAU PÔLE URBAIN DE SAÏDA

Les 800 logements AADL3 livrés en juillet 2027

La réception de 800 logements réalisés dans le cadre du programme de location-vente «AADL 3», au niveau du nouveau pôle urbain «Nedjadi-Mohamed», dans la ville de Saïda, est prévue pour juillet 2027, en prévision de leur attribution à leurs bénéficiaires, a annoncé mardi le wali, Amoumene Mermouri. Lors d'une visite d'inspection du chantier, M. Mermouri a indiqué que les travaux de réalisation de ces logements se poursuivaient conformément au calendrier établi. Il a, à cette occasion, insisté sur la nécessité d'accélérer la cadence des travaux et de renforcer les chantiers en moyens humains nécessaires, afin de garantir l'achèvement du projet et sa livraison dans les délais contractuels. Le wali a également annoncé le lancement des travaux de réalisation d'une deuxième tranche de 1.200 logements relevant de la même formule, au niveau du même pôle urbain. Le taux d'avancement des travaux de cette tranche est actuellement de 5%, portant ainsi à 2.000 unités le nombre total de logements programmés dans cette zone au titre de la formule AADL 3. Il convient de rappeler que les travaux de réalisation de la première tranche de ce programme ont débuté en décembre 2025, avec un délai de réalisation fixé à 24 mois. La visite a également permis d'inspecter plusieurs projets de logements publics locatifs (LPL) en cours de réalisation au niveau du nouveau pôle urbain. Parmi ces opérations figure un projet de 300 logements inscrit dans le cadre du programme d'éradication de l'habitat précaire, dont la réception est prévue en juillet 2027, selon les explications fournies par les responsables de l'Office de promotion et de gestion immobilières (OPGI). Par ailleurs, le wali s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de réalisation de deux groupes scolaires et d'un lycée, offrant une capacité d'accueil globale de 1.000 places pédagogiques. Il a souligné, à ce titre, l'impératif d'achever ces infrastructures éducatives et de les livrer dans les délais contractuels impartis.

SKIKDA

Le programme de distribution d'eau modifié

L'agence de Skikda de l'Algérienne des Eaux (ADE) a procédé à une modification du programme de distribution de l'eau potable dans plusieurs communes en raison de «travaux de réhabilitation partielle» de la Station principale du barrage de Guenitra, dans la commune d'Oum Toub, a-t-on appris auprès de cette entreprise. La même source a précisé que cette modification, qui demeurera en vigueur durant 15 jours, concerne les communes de Skikda, de Hammadi-Krouma, d'El-Hadaiek, de Filfila, de Bouchetata, de Ramdane-Djamel, d'Emdjez Edchiche, d'El-Harrouch et d'Ain Bouziane. «La distribution de l'eau potable, qui était de un sur deux jours, s'effectuera temporairement une fois tous les 3 jours», selon les services de l'ADE qui ont affirmé avoir «mobilisé les moyens nécessaires pour assurer la continuité de l'alimentation des habitants en eau potable».

AÏN TEMOUCHENT

L'habitat sur une bonne dynamique

Plus de 2.200 logements, toutes formules confondues, ont été distribués dans la wilaya d'Aïn Temouchent depuis le début de l'année en cours, a assuré le directeur de wilaya de l'Habitat, Nadjibellah Kaddour. Le responsable a souligné, à l'APS, que ce bilan comprend la distribution de 507 logements dans le cadre de la formule du logement public locatif (LPL), 654 logements relevant de la formule du logement promotionnel aidé (LPA), en plus de 80 unités dans le cadre du programme Location-vente (AADL). L'opération a également porté sur la distribution de 905 logements relevant de la formule du logement promotionnel libre (LPL), ainsi que l'octroi de 70 décisions d'attribution d'aides financières destinées à la réalisation d'habitations rurales, a ajouté le responsable. Par ailleurs, le secteur de l'habitat dans la wilaya a connu, au cours des six dernières années, une dynamique importante en matière de réalisation et de distribution, avec un total de 13.082 logements distribués, toutes formules confondues, a indiqué M. Kaddour. Le taux d'occupation des logements dans la wilaya a atteint 3,58 personnes par logement, un indicateur qui reflète l'amélioration enregistrée au niveau du parc immobilier et l'évolution de l'offre de logements, notamment avec la poursuite de la réalisation de nouveaux projets d'habitat relevant des différentes formules, a-t-on également souligné.

TÉMOIGNAGES ACCABLANTS SUR LES CRIMES DU COLONIALISME FRANÇAIS

L'odieux massacre de S'ra Lahmam à Batna

Le massacre de S'ra Lahmam, près de Kimel, dans la wilaya de Batna, qui demeure, 72 ans après qu'il ait été perpétré (17 novembre 1954), gravé dans la mémoire des habitants de la région, témoigne de la sauvagerie des crimes du colonialisme français contre des Algériens innocents et sans défense.

Les forces coloniales avaient commis ce massacre atroce deux semaines à peine après le déclenchement de la révolution de libération, provoquant la mort en martyrs de 75 Algériens dont la plupart étaient des enfants, des femmes et des personnes âgées. Le défunt moudjahid décédé Lakhdar Oucif (1927-2021), l'un des rares survivants du massacre, avait déclaré, dans un témoignage enregistré que l'armée d'occupation avait «encerclé le village de S'ra Lahmam, niché dans les profondeurs de Kimel, avant de l'incendier et de le détruire totalement, dans une tentative de terroriser les habitants et de les dissuader de rejoindre la glorieuse Révolution que la France entendait étouffer dans l'œuf». Le défunt moudjahid Mohamed Benamor Biouche (1924-2020), témoin oculaire du massacre, avait également déclaré, dans des récits enregistrés, que l'aviation française «avait commencé à bombarder le village dès 7h30 du matin, détruisant, en ce jour tragique, les provisions et les vivres stockées par les habitants de la région dans les greniers collectifs fortifiés que l'on appelait Taq'liath, tous réduits en cendres». Le même témoin avait a ajouté que les soldats d'occupation, après avoir échoué à atteindre le village en raison de sa situation dans une région montagneuse difficile, l'ont bombardé avec



«une pluie de bombes de différents types, y compris du napalm, provoquant la fuite des civils qui s'éparpillèrent dans toutes les directions avant qu'ils ne soient rassemblés puis déportés dans le camp de Tadjmout, près de Kimmel dans le but de les isoler de la Révolution et de couper les approvisionnements aux moudjahidines». Le regretté Biouche avait également indiqué que les soldats français qui rejoignent dans des camions militaires le camp de Tadjmout «tiraient dans le tas, depuis la route de Rouman, dès qu'ils apercevaient des Algériens». Selon ces deux moudjahidine qui figurent parmi les héros ayant participé au déclenchement de la Révolution sous le commandement du martyr Mostefa Ben Boulaïd, «tous ceux qui ont survécu à ce massacre ont été parqués dans le camp de Tadjmout, dans un espace clos entouré de barbelés, sous une surveillance militaire stricte». Les survivants du massacre, qui furent soumis, à l'intérieur du camp, aux pires formes de torture physique et psychologique, privés de nourriture, d'eau et de médicaments au moment où plusieurs maladies contagieuses se propageaient, sont tous morts dans d'indicibles souffrances, vaincus par la faim, la soif et le froid intense du mois de novembre dans les Aurès. Des enseignants universitaires spécialisés en histoire, dont le Dr Djemaâ Benzeroual, du département d'histoire de l'université de Hadj-Lakhdar (Batna 1), estiment que le massacre de S'ra Lahmam et la destruction du village, dont les ruines sont encore visibles aujourd'hui, avait été décidé «en représailles, pour punir une région dont des dizaines d'habitants avaient participé au déclenchement de la Révolution». Les desseins coloniaux furent toutefois réduits à néant. Ce massacre, d'une lâcheté incommensurable, en ce qu'il prit délibérément pour cible des populations civiles, ne fit que renforcer la détermination des habitants et leur conviction profonde : ce qui avait été arraché par la force ne pourrait être reconquis que par la force.

LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE

Mise en service d'un centre de prise en charge à Illizi

Un centre intermédiaire de prise en charge de la toxicomanie a été inauguré et mis en service au chef-lieu de wilaya d'Illizi, par le wali, Ahcène Khaldi, dans le cadre du renforcement des structures de prise en charge sanitaire et psychologique des personnes souffrant de toxicomanie et leur accompagnement pour leur réinsertion sociale, a-t-on appris ce mercredi des services de la wilaya. La cérémonie d'inauguration s'est déroulée mardi soir, en présence des membres de la commission sécuritaire de la wilaya, de plusieurs responsables locaux et de cadres du secteur de la santé. A cette occasion, le wali a reçu des explications sur le programme de fonctionnement du centre et les prestations qu'il assure, notamment en matière d'accueil de toxicomanes et leur orientation vers une prise en charge et un traitement adaptés. Dans ce contexte, le directeur de la santé et de la population de la wilaya, Mourad Djaghebelou, a indiqué que cette nouvelle structure de santé a pour mission de contribuer à la prise en charge de cette catégorie de personnes et les aider à retrouver un équilibre psychologique et à se réinsérer dans la société. Khaldi a souligné la nécessité d'assurer un accompagnement continu à cette catégorie de personnes, afin de les aider à surmonter leur dépendance et à réintégrer leur vie sociale et professionnelle, à travers des programmes de prise en charge psychologique et sanitaire. Il a précisé aussi que le centre est encadré par une équipe composée d'un médecin spécialiste en psychiatrie, d'un psychologue et d'un assistant social et dispose d'un laboratoire, d'une salle de jeux et d'un espace de détente. De son côté, le directeur du centre, le psychiatre Rachid Benmoumene, a fait savoir que cette structure accueille les personnes dépendantes de différentes substances, stupéfiantes et hallucinogènes, et les boissons alcoolisées, afin de les accompagner et de les aider à se libérer de leur addiction. Et d'ajouter que le centre «assure une prise en charge pluridisciplinaire grâce à une équipe médicale, psychologique et sociale, tout en proposant des programmes thérapeutiques individualisés, qui tiennent compte des spécificités et des besoins sanitaires et psychologiques de chaque patient». L'ouverture de cette structure s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer la prévention, à améliorer la prise en charge des personnes souffrant d'addiction et à lutter contre la propagation des fléaux sociaux et leurs répercussions sur l'individu et la société, a-t-on souligné.

ACCIDENT DE LA ROUTE

Huit morts à Tamanrasset

Huit personnes ont trouvé la mort dans un accident de circulation survenu sur la route menant de Tazrouk vers Idelès, dans la wilaya de Tamanrasset, ont indiqué, hier, les services de la Protection civile. L'accident s'est produit mardi soir suite à une collision entre deux poids lourds et une motocyclette, suivie d'un incendie, à 110 km de la daïra de Tazrouk, a-t-on précisé. Les corps des victimes ont été transférés à la morgue de l'hôpital local, selon la Protection civile, faisant savoir que ses services ont déployé pour cet accident trois ambulances et un camion anti-incendie. Les services sécuritaires territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

FORUM AFRICAIN DE LA JEUNESSE À ADDIS-ABEBA

Le CSJ y prend part

Une délégation du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) prend part aux travaux du 9e Forum africain de la jeunesse, qui se tient au siège de l'Union africaine (UA), à Addis-Abeba (Ethiopie), indique mardi un communiqué du Conseil. La cérémonie d'ouverture de cet événement, organisé dans le cadre de la célébration du 20e anniversaire de la Charte africaine de la jeunesse, s'est déroulée en présence du président de la Commission de l'UA, Mahmoud Ali Youssouf, ainsi que de plusieurs responsables, représentants d'instances africaines et dirigeants de mouvements de jeunesse, aux côtés de l'ambassadeur d'Algérie en Ethiopie et son représentant permanent auprès de l'UA à Addis-Abeba, Mohamed Khaled, précise la même source. Dans son allocution d'ouverture, le président de la Commission de l'UA a souligné que «l'autonomisation des jeunes constitue une priorité stratégique dans l'agenda de l'Union et un pilier essentiel pour réaliser la transformation économique et sociale du continent». Il a insisté sur «la nécessité de passer des engagements inscrits dans la Charte africaine de la jeunesse à des résultats concrets permettant de renforcer les opportunités d'emploi, l'entrepreneuriat et la participation à la prise de décision». Dans le cadre des travaux de ce Forum, qui constitue une étape pour renouveler les engagements africains en faveur des questions liées à la jeunesse, les représentants du CSJ ont pris part à une session de haut niveau consacrée à l'examen des questions relatives à la jeunesse africaine et des priorités en matière d'autonomisation, avec la participation du président de la Commission de l'UA, de responsables politiques et de jeunes leaders de différents pays du continent, outre l'échange de vues et la présentation des préoccupations liées à l'avenir de la jeunesse africaine, ajoute le communiqué.



RÉUNION TRUMP, POUTINE ET XI JINPING EN CHINE

Un sommet inédit

Les trois dirigeants se retrouvent à Shenzhen, technopole du sud de la Chine, pour un rendez-vous inédit ce jeudi, en marge d'une réunion de la Coopération économique Asie-Pacifique. Kim Jong-un pourrait également s'y rendre.

Un trio pas rassurant. Le président chinois Xi Jinping est allé accueillir son homologue américain Donald Trump ce mercredi 18 novembre à son arrivée à l'aéroport de Shenzhen (sud), où les deux hommes doivent participer jeudi à un sommet tripartite inédit avec le Russe Vladimir Poutine. En amont, Xi Jinping et Vladimir Poutine se sont longuement entretenus ce mercredi à Shenzhen. Ils se sont d'abord retrouvés pour des entretiens en milieu de journée mercredi (heure locale) dans la technopole du sud de la Chine à l'occasion d'une réunion des dirigeants des 21 membres de la Coopération économique Asie-Pacifique (Apec). Les dirigeants des deux puissances ont passé plus de deux heures ensemble, déjeuner compris. Ils devaient échanger sur la coopération dans des domaines comme l'énergie, l'intelligence artificielle et la finance, puis en présence de quelques collaborateurs seulement, de questions de politique étrangère, dont l'Ukraine et la péninsule coréenne, selon le Kremlin. Aucune information n'a été diffusée sur la teneur précise de leur rencontre.



UN RENDEZ-VOUS D'UNE «GRANDE UTILITÉ» POUR POUTINE

Donald Trump est arrivé en provenance des Philippines où il s'est rendu pour un autre sommet, celui de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean). Son arrivée à Shenzhen pour ce rendez-vous sans précédent est scrutée avec la plus grande attention dans une période de crises multiples à travers le monde, en particulier par des acteurs inquiets d'éventuels arrangements à leurs dépens, comme l'Ukraine, l'Europe ou Taiwan. La tenue du sommet a suscité des parallèles avec un Yalta bis, en référence à la conférence de 1945 avec les dirigeants américains, britanniques et soviétiques de l'époque, qui avait jeté les bases de la domination soviétique sur l'Europe de l'Est et tracé les futures lignes de front de la Guerre froide. Si les experts préviennent que le sommet pourrait aussi ne pas aboutir à grand-chose, Vladimir Poutine a pour sa part dit s'attendre à une rencontre «d'une grande utilité», dans un discours devant des chefs d'entreprise mercredi matin à Shenzhen. Sa présence marque son retour dans une rencontre diplomatique en présence de dirigeants occidentaux depuis près de cinq ans. Il a assuré que les sanctions occidentales visant Moscou depuis plus de dix ans avaient échoué à «détruire» l'économie de son pays, et a rejeté les politiques reposant sur «l'isolement» et «les ultimatums».

Possible rencontre avec Kim Jong-un

L'agenda du sommet trilatéral est obscur. La Chine n'en a pas précisé la teneur, sinon qu'il évoquerait «la paix mondiale» et la «stabilité stratégique dans les relations entre grandes puissances». Donald Trump a de son côté indiqué qu'il entendait parler de dénucléarisation et de la guerre en Iran, avant de déclarer lundi que l'Ukraine serait abordée. Le Kremlin a, lui, invoqué la mémoire de la Seconde Guerre mondiale pour promouvoir le sommet, sans en préciser l'ordre du jour. Déjà tout un programme, auquel le président américain a ajouté une dose d'incertitude supplémentaire en évoquant la possibilité d'une rencontre avec le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un, à la faveur de sa visite en Chine. Ce dernier «aimerait» se rendre lui aussi à Shenzhen, a dit Donald Trump. Le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, s'est abstenu mercredi de confirmer la tenue d'une rencontre entre Donald Trump et Kim Jong Un. Chacun compte en tout cas sur ce sommet pour tirer son épingle du jeu. Donald Trump est à la recherche de gains diplomatiques susceptibles de faire oublier sa cuisante défaite aux élections de mi-mandat. Xi Jinping, qui a appelé mercredi à «éliminer les barrières commerciales» et vanté les opportunités économiques offertes par la Chine, cherche à conforter la place incontournable de son pays sur la scène internationale. Pour Vladimir Poutine, il s'agit de soutenir le récit d'une Russie qui, bien qu'empêtrée dans la guerre en Ukraine et soumise à de nombreuses sanctions économiques, se maintient au rang des «grandes puissances». La rencontre entre Xi Jinping et Poutine était la quatrième en personne cette année, et la 50e, en face-à-face ou à distance, depuis 2013 et l'accession de Xi Jinping à la présidence, selon ce dernier.

XI JINPING ET POUTINE «VIEUX AMIS»

Les relations bilatérales «ont apporté davantage de stabilité et de certitude à un monde marqué par des mutations interdépendantes et des turbulences, et ont donné l'exemple d'un nouveau type de relations entre grandes puissances», fondé sur le respect mutuel, a dit Xi Jinping après avoir salué son «vieil ami». Il a souhaité que les deux pays coopèrent à l'avènement d'un «monde multipolaire», un vœu également exprimé par son hôte. «Nous avons un objectif commun d'assurer la paix et la prospérité dans la région d'Asie-Pacifique», a déclaré Vladimir Poutine. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a soulevé la possibilité d'un entretien séparé Poutine-Trump. «Si c'est possible, je le ferai», a dit Donald Trump. La dernière rencontre entre les deux hommes a eu lieu en août 2025 en Alaska. Le sommet coïncide avec de nouvelles violences dans le Golfe.

Bahreïn et le Koweït ont annoncé mercredi avoir contré des attaques aériennes après les frappes des États-Unis qui ont dit avoir visé un site de missiles sur l'île iranienne de Qeshm. L'Ukraine, quant à elle, a sévèrement endommagé le pont de Crimée au cours d'une attaque hautement symbolique.

R.I./AFP

Kiev attend des pressions sur Poutine

Les Etats-Unis et la Chine doivent utiliser leur influence sur Moscou pour obtenir la fin de la guerre, a déclaré hier, le ministre des affaires étrangères ukrainien, Andrii Sybiha, à la veille du sommet trilatéral de Shenzhen.

«Nous espérons et attendons que cette discussion soit placée sous le signe de la pression sur la Russie pour mettre fin à la guerre », a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse à Kiev avec son homologue portugais, Paulo Rangel. Le ministre a également mis en garde contre le signal que pourrait envoyer cette rencontre : «Il est important que les deux dirigeants mondiaux ne donnent pas à Poutine l'impression erronée d'un retour à l'époque du partage des sphères d'influence ».

Quels que soient les sujets abordés, aucune décision concernant l'Ukraine ne peut être prise sans sa participation, a-t-il insisté. Kiev a déjà communiqué à ses partenaires ses positions sur la fin du conflit, les garanties de sécurité et l'ordre de sécurité de l'après-guerre. Selon des évaluations occidentales rapportées hier, par le New York Times, le président russe ne serait pas prêt à engager des négociations sérieuses pour mettre fin au conflit. Vladimir Poutine espérerait obtenir de nouvelles avancées dans l'est de l'Ukraine et affaiblir la résistance du pays par les frappes de drones et de missiles pendant l'hiver, expliquent des responsables ayant connaissance de ces analyses. Moscou maintiendrait parallèlement ses exigences maximalistes.

Selon un document obtenu par le journal et transmis aux négociateurs américains la semaine dernière, la Russie réclame notamment un retour des déploiements de l'OTAN aux positions de 1997, avant son élargissement vers l'est.

R. I./Agences

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

L'armée iranienne frappe au Koweït

L'armée iranienne a annoncé avoir mené une attaque par véhicule aérien sans pilote (UAV) contre la base aérienne Ali al-Salim au Koweït, ciblant les systèmes américains Patriot et les rampes de lancement UAV situées là-bas. Selon un communiqué de l'armée iranienne, une attaque a été menée contre des cibles américaines à la base aérienne d'Ali al-Salim dans la matinée. En conséquence, l'attaque a touché les systèmes Patriot américains et les rampes de lancement de drones de la base. Dans une déclaration écrite du ministère koweïtien des Affaires étrangères, il a été souligné que les attaques de drones iraniennes aujourd'hui constituent une menace directe pour la sécurité et la stabilité du pays. Le communiqué a souligné que les attaques de drones iraniennes contre le Koweït ont été condamnées avec la plus grande fermeté. La déclaration soulignait que les attaques iraniennes violent la souveraineté du Koweït et soulignait que ces attaques violent gravement le droit international. La déclaration exprime que les attaques continues de l'Iran ont conduit à une escalade dangereuse menaçant la sécurité et la stabilité de la région, soulignant les efforts diplomatiques pour réduire les tensions et les tensions. Enfin, la déclaration a noté que le Koweït se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger sa souveraineté et sa sécurité, ainsi que de défendre son territoire et ses installations vitales contre toutes sortes d'attaques et de menaces.

ÉLIMINATOIRES DE LA CAN 2027

Cinq nations valident leur billet

La quatrième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN 2027 a été marquée par plusieurs rebondissements.



La principale surprise est venue de Lomé, où le Togo a lourdement battu l'Algérie (3-0), relançant ainsi la course à la qualification dans le groupe I. C'est incontestablement le résultat marquant de cette journée. Devant son public, le Togo a signé une victoire retentissante face à l'Algérie (3-0). Klidjè, auteur d'un doublé, et Boateng ont été les artisans de ce succès.

Malgré cette lourde défaite, les Verts conservent la première place du groupe I. Toutefois, leur avance sur les Éperviers, désormais deuxièmes, est réduite à une seule longueur. La course à la qualification est ainsi totalement relancée.

LE MALI, LE BURKINA FASO ET LE BÉNIN AU RENDEZ-VOUS

Dans le groupe K, le Mali a assuré sa présence à la phase finale en dominant le Rwanda (2-0). Dans la même poule, le Liberia a entretenu ses espoirs en s'imposant face au Cap-Vert sur le même score.

Le Burkina Faso a également décroché son billet dans le groupe F, après sa victoire contre la Mauritanie (3-1). Un résultat qui profite aussi au Bénin, désormais assuré de participer à la prochaine CAN.

Dans le groupe G, les Comores ont signé une précieuse victoire à l'extérieur face au Congo (1-0), permettant ainsi au Cameroun de valider sa qualification.

LA CÔTE D'IVOIRE FREINÉE

Le Sénégal avait, pour sa part, officiellement obtenu sa qualification avant cette journée. Les Lions ont assuré leur présence à la phase finale grâce à la victoire du Mozambique face à l'Éthiopie (1-0), après avoir eux-mêmes dominé le Soudan (4-2), lundi, à Juba.

Avec dix points au compteur, les Sénégalais sont désormais assurés de terminer parmi les deux premiers du groupe J. Ils s'apprêtent ainsi à disputer leur 19e phase finale de CAN et leur septième participation consécutive. Double champion d'Afrique, en 2021 et 2025, le Sénégal confirme sa régularité sur la scène continentale. Dans le groupe C, la Côte d'Ivoire a laissé échapper deux précieux points face à la Gambie (2-2). Les Éléphants avaient pourtant ouvert le score dès la 13e minute par Zogbé, avant de voir les Scorpions renverser la situation grâce à Minteh (69e) et Barrow (80e). Inao Oulaï a finalement arraché l'égalisation ivoirienne dans le temps additionnel (90e+8). Dans le groupe D, l'Afrique du Sud a réalisé une bonne opération en dominant le Kenya (2-1), reprenant ainsi la première place du classement.

LA RDC ACCROCHÉE

Dans le groupe E, la République démocratique du Congo a été tenue en échec par la Sierra Leone (1-1), manquant ainsi l'occasion de consolider sa position. La Guinée-Bissau a, en revanche, signé une victoire importante face à Madagascar (2-0) dans le groupe L. Ce succès lui permet de conserver trois points d'avance sur le Nigeria et de renforcer ses chances de qualification. Dans le groupe H, la Tunisie a concédé le nul face à la Libye (1-1), au terme d'une rencontre marquée par une vive contestation arbitrale. Les Aigles de Carthage avaient pourtant idéalement entamé la partie grâce à Slimane, buteur dès la 3e minute.

Mais les Libyens ont égalisé sur penalty dans le temps additionnel de la première période, par l'intermédiaire d'Ezoo El Mariamy (45e+5). Une décision contestée par les Tunisiens, dont les joueurs ont momentanément quitté la pelouse pour réclamer le recours à la VAR.

Au classement, la Tunisie occupe toujours la quatrième place, à deux longueurs de la Libye, deuxième.

Dans les autres rencontres, le Botswana et l'Ouganda se sont neutralisés (1-1).

La prochaine édition de la CAN se déroulera du 19 juin au 18 juillet 2027 au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda.

PRÉSIDENCE FIFA

Infantino face à cinq challengers

La course à la présidence de la FIFA s'annonce animée. Six candidats ont fait part de leur ambition de diriger l'instance mondiale du football, mais seuls deux semblent réellement en mesure de briguer la victoire : le président sortant, Gianni Infantino, et le patron de la Fédération française de football, Philippe Diallo.

La course à la présidence de la FIFA entre dans sa dernière ligne droite. La date limite de dépôt des candidatures a été fixée au mercredi 18 novembre à minuit, avant la publication, jeudi, de la liste des candidats retenus. Six prétendants se sont manifestés, mais deux profils se détachent nettement : le Suisse Gianni Infantino, candidat à sa propre succession, et le Français Philippe Diallo, qui entend fédérer les opposants au président sortant.

À 56 ans, Gianni Infantino, à la tête de la FIFA depuis 2016, part avec le statut de favori. Son bilan est marqué par une forte progression des revenus de l'instance, mais aussi par des critiques concernant sa gouvernance et sa proximité avec les dirigeants des pays hôtes des dernières Coupes du monde, notamment Donald Trump aux États-Unis. Malgré les controverses, le dirigeant suisse conserve une solide emprise sur l'institution.

Face à lui, Philippe Diallo, 63 ans, président de la Fédération française de football, s'est imposé comme le principal challenger. Soutenu par une partie des opposants à Infantino, il mise sur son expérience dans les instances sportives et sa capacité à rassembler au-delà de l'Europe. Il affirme avoir déjà reçu des soutiens importants d'autres continents.

D'autres candidatures pourraient toutefois rebattre les cartes. Ancien président de la Fédération japonaise, Kozo Tashima, 68 ans, défend un projet axé sur la transparence, l'intégrité et l'éthique. Il pourrait néanmoins être amené à revoir ses ambitions après l'entrée en lice de Diallo, qui l'a appelé à unir leurs forces.

Le Suisse Ramon Vega, ancien défenseur passé notamment par Tottenham, tente une nouvelle fois sa chance. Déjà candidat par le passé, il n'a jamais réussi à réunir les cinq parrainages nécessaires. Il critique ouvertement la candidature de Diallo, estimant que le football européen mérite un autre représentant. Enfin, l'universitaire camerounais Jean Crépin Soter Nyamsi, 47 ans, entend se démarquer par un programme détaillé et une approche qu'il présente comme proche des réalités du terrain. Président d'un club au Cameroun, il dénonce une gouvernance trop technocratique du football mondial. Toutefois, l'absence de soutien de sa propre fédération et de sa confédération constitue un sérieux handicap.

Au-delà des ambitions affichées, la capacité à réunir les cinq parrainages requis auprès des fédérations membres sera déterminante pour franchir la première étape de cette course à la tête du football mondial.

REAL MADRID

Endrick veut s'imposer



Annoncé sur le départ lors du prochain mercato hivernal, Endrick a clairement affiché son intention de poursuivre son aventure au Real Madrid. « J'aimerais rester au Real Madrid pour toujours », a affirmé l'attaquant brésilien de 20 ans, malgré ses 141 minutes de jeu seulement depuis le début de la saison. Freiné par une blessure et confronté à une forte concurrence offensive, le jeune international peine à convaincre José Mourinho de lui accorder davantage de responsabilités. Sa situation suscite néanmoins l'intérêt de plusieurs clubs, notamment l'AC Milan et l'AS Rome. Le club milanais envisagerait même une offre de 60 millions d'euros, assortie de bonus.
Mais Mourinho ne semble pas disposé à le laisser partir, estimant qu'il peut devenir un élément important de son projet. Sous contrat jusqu'en juin 2030, Endrick entend ainsi gagner sa place à Madrid plutôt que d'envisager un nouveau départ

FC BARCELONE

Rodri tempère les ambitions du club



Malgré un début de saison encourageant, le FC Barcelone doit gagner en régularité et franchir un nouveau palier pour prétendre à la Liga et à la Ligue des champions. Rodri estime que les hommes de Hans-Dieter Flick devront maintenir un haut niveau de performance jusqu'au printemps pour espérer décrocher les trophées majeurs. Il considère la C1 comme l'objectif prioritaire du club, privé du sacre européen depuis 2015.
Le milieu espagnol a également évoqué son retour progressif après sa grave blessure au genou, se disant désormais plus attentif à savourer chaque moment de sa carrière. Sacré champion d'Europe en 2024 avec la Roja et Ballon d'Or la même année, il a enfin salué la cohésion et l'esprit collectif de la sélection espagnole dirigée par Luis de la Fuente.

CAN 2027

Les Verts sombrent à Lomé, la qualification relancée

Battue lourdement par le Togo (3-0), l'Algérie a subi un sérieux coup d'arrêt dans les éliminatoires de la CAN 2027.

Malgré sa première place au classement, la sélection nationale voit son avance fondre et se retrouve désormais sous pression à deux journées de la fin.

La soirée de Lomé restera comme un sérieux avertissement pour les Verts. En déplacement avant-hier au Togo, l'équipe nationale algérienne a essuyé une lourde défaite (3-0), au terme d'une rencontre qu'elle n'a jamais véritablement maîtrisée. Dépassés dans l'engagement, fragiles derrière et peu inspirés dans le jeu, les hommes de Brahim Hemdani ont complètement manqué leur première période, encaissant trois buts sans parvenir à inverser la tendance après la pause.

Ce revers inattendu relance totalement la course à la qualification dans le groupe I. Si l'Algérie conserve provisoirement les commandes avec sept points, elle ne compte désormais qu'une longueur d'avance sur son bourreau du jour.

UNE DÉFENSE DÉPASSÉE

Dès le coup d'envoi, les Togolais ont affiché leurs intentions. Plus agressifs dans les duels et mieux organisés dans le pressing, ils ont rapidement pris le contrôle des débats, mettant à rude épreuve l'arrière-garde algérienne.

Après plusieurs offensives, les locaux ont concrétisé leur domination à la 18e minute. Servi par Djené Dakonam, Thibault Klidjé a ouvert le score d'une frappe dans la surface. La réaction algérienne n'a pas tardé, Yacine Titraoui passant tout près de l'égalisation à la 21e minute sur une tentative lointaine qui a frôlé le poteau.

Mais cette alerte n'a pas empêché les Togolais de poursuivre leur marche en avant. À la 32e minute, Klidjé, encore lui, a profité d'un centre de Fad Sana pour inscrire le deuxième but à bout portant. Huit minutes plus tard, Kennedy Boateng a enfoncé davantage les Verts en reprenant de la tête un centre de Pierre Nadjombe, à la suite d'une phase arrêtée. En moins d'une demi-heure, la défense algérienne avait ainsi cédé à trois reprises. Une première période catastrophique, marquée également par une occasion d'Ahmed Touba, dont la reprise de la tête n'a pas trouvé le cadre. Avant la pause, Kevin Denkey a même failli alourdir la facture, mais Melvin Mastil a réussi à repousser sa tentative.

DES CHANGEMENTS SANS VÉRITABLE RÉACTION

Face à cette débâcle, Brahim Hemdani a tenté de remobiliser ses troupes dès la reprise en procédant à trois changements. Amine Gouiri, Adil Boulbina et Souhaib Nair ont ainsi remplacé



Moncef Bakrar, Abderrahmane Rebbah et Saadi Redouani.

Ces ajustements n'ont cependant pas produit l'effet escompté. Les Verts ont certes essayé de reprendre le contrôle du jeu, mais sans parvenir à installer une véritable pression sur la défense adverse. La sortie sur blessure d'Amine Gouiri, quelques minutes seulement après son entrée, est venue compliquer davantage la situation.À l'heure de jeu, Mohamed Amine Amoura a remplacé Farès Ghedjemis dans une nouvelle tentative de redonner du dynamisme à l'attaque algérienne. Mais le Togo, bien en place, a continué à exploiter les espaces et à se montrer dangereux en contre-attaque. Djené Dakonam, puis Kodjo Laba, entré à la 75e minute, ont notamment eu des occasions d'aggraver le score.

Les dernières minutes ont permis aux Algériens de se montrer un peu plus entreprenants. Amoura, à la 87e minute, puis Himad Abdelli, une minute plus tard, ont tenté de sauver l'honneur, mais se sont heurtés au gardien togolais Malcolm Barcola. Le score n'a finalement plus évolué.

UN GROUPE I TOTALEMENT RELANCÉ

Au-delà de la lourdeur du résultat, cette défaite modifie considérablement la physionomie du groupe I. L'Algérie reste en tête avec sept points, mais le Togo revient à une seule longueur avec six unités. La Zambie suit avec cinq points, tandis que le Burundi ferme la marche avec trois unités.

Avec encore deux rencontres à disputer pour chaque sélection, la bataille pour les deux places qualificatives reste entièrement ouverte. Aucune équipe ne peut désormais se permettre de perdre davantage de terrain.Pour Brahim Hemdani et son groupe, l'heure est donc à la remise en question. La fragilité défensive affichée à Lomé, le manque d'agressivité et l'absence de réaction collective constituent autant de signaux d'alerte. Les Verts devront rapidement corriger leurs lacunes et retrouver leur efficacité pour éviter que cette contre-performance ne compromette une qualification qui semblait jusque-là bien engagée.

Rafik G.

DE GARDIEN DES VERTS À ENTRAÎNEUR

M'Bolhi ouvre un nouveau chapitre

L'ancien gardien de la sélection algérienne, Raïs M'Bolhi, amorce une nouvelle étape de sa carrière en intégrant le staff technique d'Al Shamal SC, au Qatar, afin de se former au métier d'entraîneur des gardiens. Selon El Khabar, il travaille aux côtés du technicien chargé des gardiens, avec l'ambition de transmettre son expérience. Son arrivée aurait été facilitée par ses anciens coéquipiers en sélection, Riyad Mahrez et Baghdad Bounedjah.
Sa dernière apparition officielle remonte à octobre 2025 avec l'ES Mostaganem. Après près de quatorze années chez les Verts, marquées notamment par les sacres de la CAN 2019 et de la Coupe arabe 2021, ainsi que deux participations au Mondial (2010 et 2014), M'Bolhi se tourne désormais vers une carrière d'entraîneur.

LIGUE 1 MOBILIS

JSK-USMA en tête d'affiche

La 10e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, prévue sur trois jours, sera dominée par le choc entre la JS Kabylie et l'USM Alger. De son côté, le leader, le CR Belouizdad, sera attendu à Ouargla pour un déplacement délicat face au MB Rouissat, avec l'ambition de préserver son invincibilité. Toujours invaincu depuis le début de la saison, le CRB (1er, 20 pts) passait, hier, un sérieux test face au MB Rouissat (4e, 15 pts), qui reste sur une série encourageante de six rencontres sans défaite. Les hommes de Nabil Maâloul devraient se montrer solides pour éviter un faux pas et conserver leur fauteuil de leader, avant de se tourner vers leur double confrontation contre l'AS Douanes de Mauritanie, au deuxième tour préliminaire de la Coupe de la Confédération. Autre rendez-vous très attendu de cette journée, le duel entre la JS Kabylie (2e, 17 pts) et l'USM Alger (6e, 16 pts). Les Canaris, qui évolueront devant leur public, auront fort à faire face à une formation usmiste revigorée par son récent sacre en Supercoupe d'Afrique, remporté aux dépens des Sud-Africains de Mamelodi Sundowns. Les Kabyles viseront une septième rencontre consécutive sans défaite afin de rester au contact du leader. Mais la mission s'annonce compliquée face à une USMA ambitieuse, décidée à améliorer son classement malgré l'absence de plusieurs joueurs cadres et ses matchs en retard.

De son côté, le MC Alger (3e, 16 pts) tentera de renouer avec le succès à domicile face à l'Olympique Akbou (7e, 12 pts). Battu lors de la précédente journée par le promu, la JS El-Biar (1-0), le champion en titre devra réagir pour préserver sa place sur le podium. Cette rencontre se disputera à huis clos, à l'occasion du deuxième et dernier match de suspension du terrain mouloudéen.

La tâche des Algérois ne sera toutefois pas aisée face à une équipe d'Akbou difficile à manœuvrer, invaincue depuis cinq journées et qui a déjà récolté cinq points en quatre déplacements. Les hommes d'Abdelkader Amrani entendent bien prolonger cette dynamique.

Le MC Oran (4e, 15 pts), qui vient d'enregistrer sa première défaite de la saison à l'extérieur face au MCA (2-0), cherchera à se relancer devant son public contre la JS Saoura (12e, 7 pts). Les Hamraoua devront néanmoins se méfier d'une formation bécharie qui semble retrouver progressivement ses repères sous la conduite de son nouvel entraîneur, Majdi El-Kardi.

La JS El-Biar (8e, 11 pts), forte de son succès face au MCA, tentera de confirmer à l'extérieur contre le CR Témouchent (9e, 10 pts), invaincu depuis quatre matchs. De son côté, l'ES Sétif (10e, 9 pts) accueillera la lanterne rouge, l'US Biskra (16e, 4 pts), toujours en quête de sa première victoire.

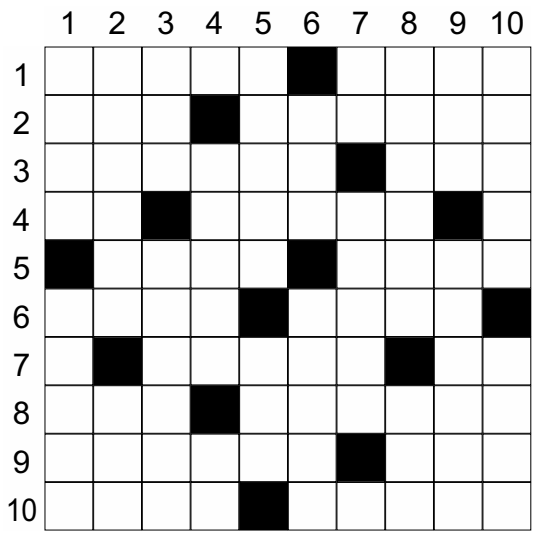
Dans la lutte pour le maintien, le CS Constantine (14e, 7 pts) recevra l'ES Ben Aknoun (11e, 8 pts), qui sera dirigée par son nouvel entraîneur Lotfi Boudraâ, successeur de Mounir Zeghdoud. Enfin, l'ASO Chlef (15e, 5 pts), qui évoluera à huis clos, devra impérativement battre l'USM Khenchela (12e, 7 pts) pour décrocher son premier succès de la saison.

TRIATHLON INTERNATIONAL

Seize pays attendus à Taghit

La 9e édition du Triathlon International de Taghit, prévue le 28 janvier 2027 à Béchar, réunira des athlètes de seize pays, dont l'Algérie, ont indiqué les organisateurs. Quinze pays étrangers ont confirmé leur participation, parmi lesquels la Grande-Bretagne, le Mexique, la Thaïlande, l'Espagne, l'Italie, la France, la Suisse, le Kazakhstan, l'Afrique du Sud et la Namibie. Ouvertes le 9 novembre, les inscriptions enregistrent un engouement important, notamment auprès des sportifs étrangers. Lors de la précédente édition, disputée le 30 janvier 2026, le Britannique Lain Veitch avait remporté l'épreuve reine, l'Ironman, en 9h 40min 55sec. Le Half-Ironman était revenu à l'Algérien Reda Khelifi en 5h 43min 44sec. Cette compétition combine trois disciplines d'endurance : la natation, le cyclisme et la course à pied.

Mots Croisés



HORIZONTALEMENT

1- Allure rapide du cheval - Genre de graminées. 2- Souverain - Imaginaire. 3- Général français - Celle de la méditerranée et Gibraltar. 4- Homme parfait mais symbolisé - Enchante. 5- Contre - Aspirer avec la bouche. 6- Instrument pour serrer les objets - Ancienne ville d'Afrique. 7- Conjonction (inversé) - Largeur d'étoffe. 8- De l'allemand - Salît. 9- Prénom féminin - Non Allemand. 10- Elle sont aussi charitables - Divertit.

VERTICALEMENT

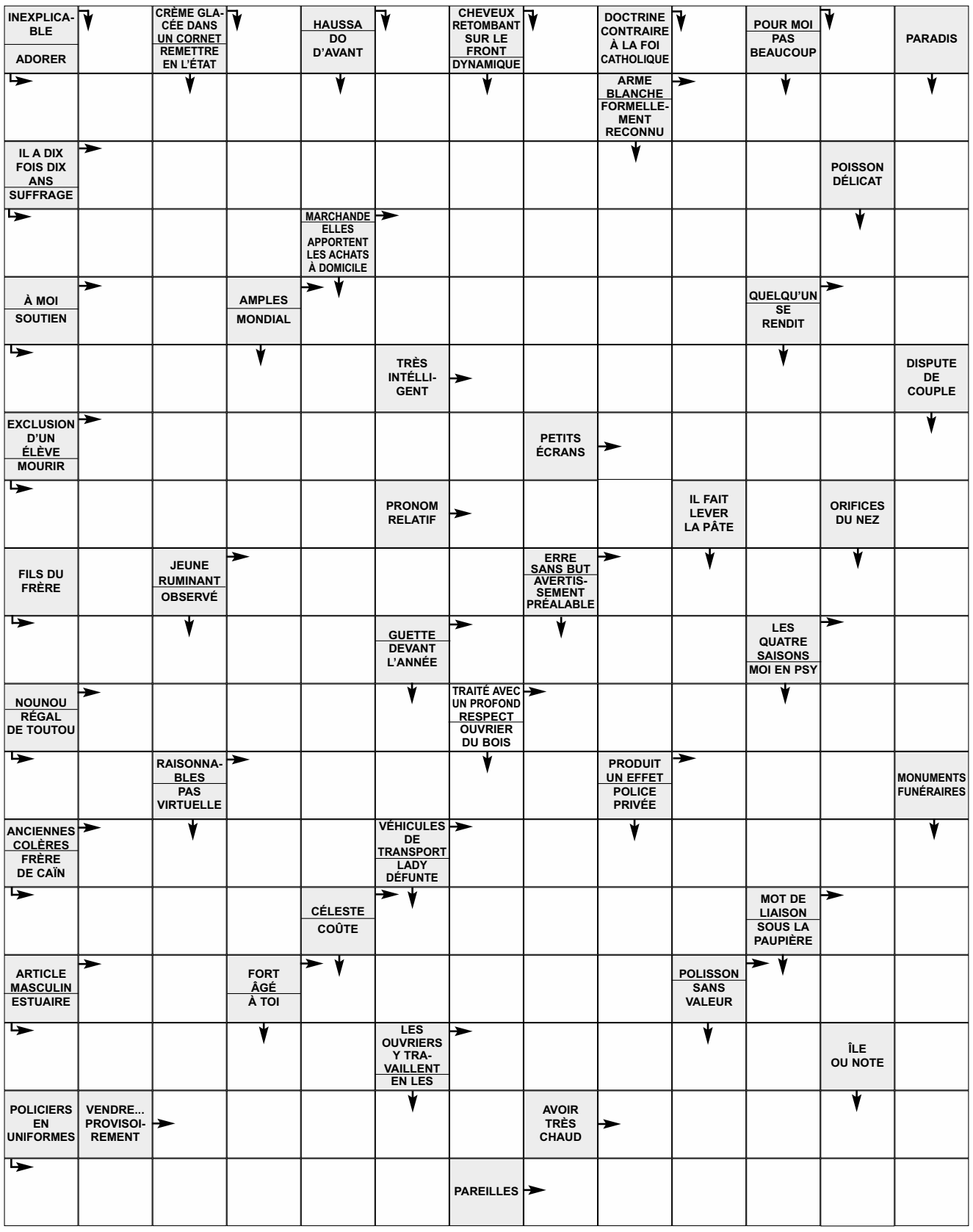
1- Qui contient de la graisse - Usa. 2- Insecte d'automne - Fils de Noé. 3- Adjectif numéral (inversé) - Venir au monde. 4- Roi légendaire des pays de Galles - Est anglais. 5- Broyai - Clair (mélangé). 6- S'il est solitaire c'est le ténia (inversé) - Ville côtière près de Jijel. 7- Richesse - Fils d'Abraham. 8- Dernière portion du gros intestin - Interjection. 9- Gelée des eaux - Pas de... détroit unissant la manche et la mer du nord. 10- Petit étudiant - Volcan italien.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Départementalle Departementale Départementale Départemantale	Coordination Coordinassion Cordination Coordinnation
Naration Narrassion Narration Narraçion	Naustalgique Nostalgique Nostalgik Nostalegique

Les mots fléchés



BIFFE-TOUT

EN 8 LETTRES :
Oasis d'Algérie

ACRE
AMOUREUX
BILBOQUET
BRIQUET
CALE
CARRELAGE
CLOCHETTES
COLLÈGUE
COMIQUE
COTON
DÉSESPOIR
DIPLOMATE
ECOLOGIE
EDITÉE
ELLE
GALBE
GARÇON
GENTILLESSE
GÉOLOGIE
GRAVIER
IDIOT
IMMEUBLE
INDÉPENDANT
INFORMATIQUE
JUMELLE
LOCATAIRE
LONGUE
MAGAZINE
MASCARADE
MENACE
MÉTRO
NATTE
NICHE
NIÈCE
NORMAL
ORAGE
OREILLES
OURLET
PACTE
PARADOXAL
PÉRIODIQUE
PORTEUR
QUESTIONS
REMISE
RESTITUÉ
RITUELLE
ROCK
RODAGE
ROI
ROSÉE
ROUE
RUPTURE
SECRÉTAIRE
SITUATION
SKIKDA
SPÉCIMEN
STORES
TANNIN
TARTE
TAS
TASSE
TÉBESSA
TIARET
TORPILLEUR
TRICOT
UNI
ZOO

R	O	U	E	S	N	O	I	T	S	E	U	Q	I	D	O	I	R	E	P
O	P	L	N	A	N	S	E	E	S	P	C	N	E	E	N	R	S	G	E
S	L	A	T	I	N	R	E	E	S	A	E	S	O	D	U	I	A	E	S
E	H	T	C	E	U	I	T	C	L	S	E	C	E	T	T	G	E	G	S
E	E	H	O	T	U	T	N	E	R	S	A	P	I	U	O	T	N	K	E
I	E	E	P	R	E	Q	T	N	P	E	E	T	A	M	I	C	I	O	L
G	D	U	C	H	E	A	I	O	A	N	T	T	E	D	E	K	I	O	L
O	R	I	C	E	M	I	I	M	D	T	I	A	E	U	D	N	C	R	I
L	A	O	O	O	I	R	L	A	O	O	O	U	I	A	Q	A	A	E	T
O	L	P	L	T	E	N	N	L	N	C	Q	R	M	R	T	I	U	C	N
C	B	P	A	G	R	T	D	E	E	I	E	O	P	A	E	T	R	E	E
E	I	I	A	R	T	A	U	E	T	S	U	L	I	I	I	M	T	B	G
D	E	D	L	A	A	G	S	A	L	R	R	R	L	T	L	R	I	R	A
A	O	L	R	B	E	D	M	S	E	B	E	U	S	E	A	L	A	S	L
R	G	E	L	L	O	R	O	U	E	N	U	E	E	T	U	V	E	L	E
A	T	A	L	E	O	Q	X	X	O	B	R	E	E	T	I	T	A	U	R
C	T	O	L	F	M	K	U	C	A	O	E	L	M	E	R	M	I	E	R
S	C	A	N	B	C	U	R	E	T	L	R	T	R	M	R	O	O	R	A
A	A	I	S	O	E	A	J	S	T	U	I	O	A	O	I	O	P	C	C
M	E	T	R	O	G	E	O	L	O	G	I	E	N	I	Z	A	G	A	M

SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTALEMENT

MALPROPREMENT - MOTIVANTE - VE - ABC - REVEILLE - RASE - ORNIERE - BILE - UT - COUTS - OEUFS - VERRES - IL - IRAS - LE - BA - ELLE - PUE - TRI - CUISINES - NIE - RA - NOCIVES - E - USITE - UNISSON - SARCLER - EST - GROG - HO - AS - SA - EN - MISOGYNES - SOC - DUC - PERILS - ETRE - DA - IDEE - BLEUTEE - VESTE

VERTICALEMENT

CAMBRIOLEURS - RECEL - LOCALE - LIAISON - TE - APT - SEUILS - TAG - DRU - RIRE - FREINER - MUET - LOVE - USA - NO - CHIC - E - PAVOT - SPECULOS - DE - ORNER - V - USINE - OPA - ETINCELE - VIRAGE - V - AMELIORE - NES - SYRIE - E - LEUR - TISSE - NIDS - INVERTEBRE - OSSELET - TE - ESSAI - ENTASSEE.

MOTS CROISES

HORIZONTALEMENT

1- DAMAS - EROS. 2- AMI - ANNOTA. 3- MOELLE - NET. 4- ER - OISIF - A. 5- CAGE - CLAN. 6- BETE - VOEU. 7- I - TETON - TU. 8- LUE - ELEVES. 9- ANNELE - EUE. 10- NIDS - SERRE.

VERTICALEMENT

1- AH - BILAN. 2- AMORCE - UNI. 3- MIE - ATTEND. 4- A - LOGEE - ES. 5- SALIE - TEL. 6- NES - VOLES. 7- EN - ICONE - E. 8- RONFLE - VER. 9- OTE - AUTEUR. 10- SATAN - USEE.

4x4 Inhumainement - Shakespeare
Compromettre - Glouton

BIFFE-TOUT : MATRICULE

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

LES GÉANTS DE LA TECH FACE AU DÉFI DE LA CONFIANCE



Malgré les remous autour de Nvidia et les inquiétudes du public, les géants de la tech restent convaincus du potentiel de l'intelligence artificielle.

Entre le smartphone de Google dopé à Gemini, la relance des modèles open source de Meta et l'arrivée de l'IA dans Chrome, la course à l'innovation s'accélère — malgré les controverses qui touchent aussi Anthropic et les usages les plus inattendus, comme la cuisine assistée par IA. Réunis en Californie, des dirigeants de la tech affichent une confiance persistante dans l'intelligence artificielle, même si les marchés s'interrogent sur les sommes engagées et que le public exprime ses inquiétudes. Les difficultés entourant le patron de Nvidia n'ont pas effacé leur foi dans la demande pour ces outils. Mais entre promesses économiques, risques sociaux et défiance citoyenne, l'industrie doit désormais convaincre bien au-delà de ses propres cercles.

QUELLE PLACE POUR L'IA DANS L'ÉCONOMIE ?

À Menlo Park, près de 400 dirigeants d'entreprise, investisseurs et responsables publics venus de 32 pays se sont retrouvés pour discuter de l'avenir du secteur. La rencontre, organisée par le média Semafor, ressemblait à un Davos miniature consacré aux technologies. Dans les couloirs, les conversations portaient autant sur la rentabilité que sur la place de l'IA dans l'économie.

Les échanges ont eu lieu dans un climat chargé. D'un côté, les entreprises continuent d'investir dans les centres de données, les puces spécialisées et les modèles capables de traiter des tâches complexes. De l'autre, les investisseurs se demandent si ces dépenses exceptionnelles produiront assez de revenus pour justifier leur ampleur.

Sam Altman, dirigeant d'OpenAI, estime que la demande demeure suffisamment forte pour soutenir le secteur. Il reconnaît néanmoins que la période est instable. Selon lui, certains investissements pourraient dépasser les capacités d'absorption de l'économie, même s'il ne voit pas encore de signe généralisé d'imprudence.

Une confiance qui doit aussi se mesurer aux attentes du public

Pour les entreprises, l'enthousiasme des investisseurs ne suffit pas à garantir l'adoption de leurs outils. Les citoyens veulent comprendre ce que ces systèmes changent dans leur travail, leur vie privée et leurs services quotidiens. Cette question touche aussi le Luxembourg, qui ambitionne de devenir un acteur de l'adoption de l'IA, comme l'explique cet article sur les ambitions technologiques du pays.

LE DÉPART DE JENSEN HUANG RAVIVE LES INTERROGATIONS SUR L'INDUSTRIE

La démission de Jensen Huang, fondateur de Nvidia, a donné une dimension particulière aux discussions. Plusieurs affaires personnelles et des accusations liées à l'espionnage ainsi qu'au contournement de restrictions américaines à l'exportation ont entouré son départ. La réaction de ses pairs a, toutefois, été marquée par le soutien et l'appel à la prudence.

Sam Altman a décrit Huang comme une figure qu'il admire depuis longtemps, tout en rappelant que les personnalités admirées ne sont pas exemptes de défauts. Il a exprimé de l'empathie envers l'ancien dirigeant. Cette prise de position n'a pas empêché les participants de reconnaître que l'affaire pouvait fragiliser la confiance autour de l'entreprise.

Brad Gerstner, investisseur et actionnaire de Nvidia, a demandé au conseil d'administration de prendre le temps d'examiner la situation. Il a aussi mis en garde contre les pressions politiques susceptibles de précipiter une décision. Pour lui, les marchés financiers accordent parfois trop d'importance aux réactions immédiates.

ANTHROPIC AU CENTRE DES ATTENTES FINANCIÈRES

D'autres voix ont défendu le rôle de Huang dans l'essor des technologies de calcul. Aravind Srinivas, patron de Perplexity, l'a présenté comme un fondateur majeur de l'histoire américaine. Le représentant de l'administration américaine présent à la conférence a, lui, souligné la difficulté de remplacer un dirigeant fondateur et l'importance de préserver la capacité d'innovation de Nvidia.

La prochaine entrée en Bourse d'Anthropic, l'entreprise derrière Claude, a également nourri les conversations. Brad Gerstner a indiqué avoir demandé plusieurs milliards de dollars d'actions, tout en s'attendant à recevoir moins que le montant souhaité. Cette demande témoigne de l'appétit des investisseurs, mais ne dissipe pas les interrogations sur la valeur réelle des sociétés d'IA.

L'optimisme coexiste en effet avec des réserves. Gerstner avait auparavant jugé le secteur surévalué et réduit une partie de ses investissements. Ce contraste illustre un marché partagé entre l'espoir de gains considérables et la crainte que certaines valorisations reposent sur des anticipations trop généreuses.

LA DÉFIANCE ENVERS L'IA DÉPASSE LA QUESTION DES CENTRES DE DONNÉES

La résistance du public constitue un autre défi majeur. Lors d'élections récentes aux États-Unis, des électeurs ont soutenu des restrictions ou rejeté des projets de centres de données. Ces décisions ne traduisent pas uniquement une inquiétude liée à la consommation d'électricité.

KR Sridhar, dirigeant de Bloom Energy, estime que les oppositions visent aussi les infrastructures elles-mêmes. Pour une partie de la population, le centre de données incarne une transformation difficile à maîtriser. Derrière les critiques techniques se dessine ainsi une inquiétude plus large face aux conséquences de l'intelligence artificielle.

Les emplois figurent parmi les préoccupations les plus immédiates. Si des outils automatisent certaines tâches, les salariés peuvent craindre une perte de revenus ou une dégradation de leurs conditions de travail. Une organisation de reconversion financée notamment par Anthropic cherche à répondre à cet enjeu, mais les dispositifs devront être visibles et accessibles pour rassurer les personnes concernées.

Le soutien de personnalités fortunées ne remplacera pas le dialogue avec les communautés. Brad Gerstner a évoqué des dons de grande ampleur destinés aux enfants américains. Une telle promesse peut contribuer à financer des initiatives, mais elle ne répond pas à elle seule aux questions sur l'emploi, l'énergie ou la responsabilité des entreprises.

Ben Lamm, fondateur de Colossal Biosciences, a appelé les dirigeants du secteur à aller sur le terrain et à écouter les habitants. Les effets de l'IA ne se comprennent pas uniquement dans les salles de conseil ou les laboratoires. Il faut aussi entendre les expériences de celles et ceux qui seront directement touchés par son déploiement.

DES RÈGLES ET DES GARDE-FOUS POUR ACCOMPAGNER LES PROGRÈS

La confiance dans l'intelligence artificielle repose sur des règles claires, des mécanismes de contrôle et une gouvernance responsable. La création d'un comité d'experts de l'ONU témoigne de la volonté internationale d'encadrer son développement, tandis que les risques liés à la cybersécurité imposent une vigilance accrue. OpenAI a ainsi freiné le développement d'un système susceptible de faciliter le piratage.

Les usages militaires de l'IA suscitent également des tensions, comme l'illustre l'opposition de salariés de Google à certains partenariats avec le Pentagone. Parallèlement, le renforcement des dispositifs de contrôle parental de ChatGPT souligne l'importance de la protection des familles.

Si les dirigeants du secteur misent sur le potentiel économique de l'IA, son avenir dépendra aussi de la capacité des entreprises à encadrer ses usages, à accompagner les travailleurs et à partager ses bénéfices. Au-delà des performances technologiques, le véritable défi reste de gagner la confiance de la société.

UNE CONFIANCE À L'ÉPREUVE DES SECOUSSES

Les turbulences qui secouent la Silicon Valley n'ont pas suffi à ébranler la foi des grands acteurs de la tech dans l'intelligence artificielle. À Menlo Park, dirigeants, investisseurs et responsables publics ont défendu la capacité de l'IA à transformer l'économie, même alors que l'industrie traverse une période de forte volatilité. Pour eux, la demande reste considérable et les récents remous autour de Nvidia ne changent pas la trajectoire générale du secteur.

Les discussions révèlent, toutefois, une confiance traversée de prudence. Les sommes engagées dans les infrastructures et les entreprises spécialisées sont vertigineuses, tandis que la question de leur rentabilité demeure au cœur des préoccupations. Sam Altman reconnaît que les investissements pourraient, à terme, dépasser ce que l'économie est en mesure d'absorber. Cette incertitude n'empêche pas les fonds et les investisseurs de chercher à prendre position, notamment à l'approche de l'entrée en Bourse d'Anthropic.

Le soutien exprimé envers Jensen Huang montre aussi l'importance accordée aux figures fondatrices et aux capacités industrielles américaines. Plusieurs voix ont appelé à ne pas réduire son héritage aux controverses qui ont précipité son départ. Dans un secteur où les puces, les centres de données et les modèles d'IA sont devenus stratégiques, la stabilité des entreprises et leur aptitude à innover sont perçues comme des enjeux économiques, mais aussi géopolitiques.

Source : https://www.faistacom.com/

CRÉSUS

CRÉSUS # 2303 DU JEUDI 19 NOVEMBRE 2026

SOUDAN DU SUD

L'UA VEUT BRISER L'IMPASSE ÉLECTORALE

Entre soutien technique, dialogue politique et exigences de transparence, l'organisation continentale entend faire du scrutin un tournant décisif pour la stabilité du pays.



Alors que le Soudan du Sud peine encore à réunir les conditions nécessaires à l'organisation de ses premières élections générales, reportées au 11 février 2027, l'Union africaine réaffirme son soutien au processus de transition. L'enjeu est de permettre au pays de tourner progressivement la page des années de conflit et de poser les bases d'une stabilité politique durable.

L'Union africaine compte, en effet, rester aux côtés du Soudan du Sud dans cette étape délicate de son histoire politique. Cet engagement a été réaffirmé mardi soir à Addis-Abeba par le président de la Commission de l'UA, Mahmoud Ali Youssouf, lors d'une rencontre avec l'ambassadeur sud-soudanais auprès de l'organisation continentale et de l'Éthiopie, Bak Valentino Akol Wol.

Les discussions ont notamment porté sur la situation dans le pays et l'avancement des préparatifs électoraux. À cette occasion, le responsable africain a insisté sur la nécessité de mettre en place une feuille de route électorale «réaliste et inclusive», estimant que la réussite de ce rendez-vous dépendra avant tout de la qualité des préparatifs et de l'implication de l'ensemble des acteurs politiques.

L'UA se dit également prête à accompagner concrètement les autorités sud-soudanaises. À leur demande, elle pourrait apporter un appui technique à la Commission nationale électorale, notamment par l'envoi d'experts spécialisés. Elle reste aussi disposée à examiner une éventuelle demande de déploiement d'une mission d'observation électorale.

Pour Mahmoud Ali Youssouf, l'organisation du scrutin ne saurait se limiter à la tenue d'une échéance électorale. Elle doit s'inscrire dans une dynamique plus large de réconciliation et de consolidation de la paix. D'où son appel à garantir un processus «transparent, libre, équitable et crédible», dans un climat politique et sécuritaire propice. Il a également plaidé pour un dialogue ouvert et une participation de toutes les forces politiques et des composantes de la société sud-soudanaise.

De son côté, l'ambassadeur Bak Valentino Akol Wol a salué le rôle de l'Union africaine dans l'accompagnement de son pays, réaffirmant la disponibilité de son gouvernement à poursuivre sa coopération avec le haut représentant de l'Organisation pour le Soudan du Sud, l'ancien président tanzanien Jakaya Kikwete.

Cette démarche intervient alors que les autorités sud-soudanaises ont une nouvelle fois repoussé les élections générales. La Commission nationale électorale a annoncé, samedi dernier, que le scrutin se tiendrait désormais le 11 février 2027.

Indépendant depuis 2011, le Soudan du Sud attend toujours ses premières élections générales. Plusieurs fois reporté, ce scrutin se heurte à des difficultés persistantes, liées notamment à l'insécurité, aux désaccords entre les acteurs politiques et aux retards dans l'application de l'accord de paix revitalisé.

Autant de dossiers qui continuent de peser sur la transition et compliquent le retour à une vie politique pleinement institutionnalisée. Pour le pays, l'enjeu dépasse ainsi la seule organisation des élections. Il s'agit aussi de consolider la paix et de donner des perspectives durables à une population éprouvée par des années de conflit.

KIF, COCAÏNE ET PSYCHOTROPES

L'ANP assèche les réseaux du narcotrafic

Les unités de l'Armée nationale populaire (ANP) ont mis en échec plusieurs tentatives d'introduction de drogue en provenance du Maroc, avec la saisie de 5 q et 72 kg de kif traité durant la période du 11 au 17 novembre. Ces opérations ont également permis la saisie de 47 kg de cocaïne et de près de 845 000 comprimés psychotropes, selon le bilan opérationnel de l'ANP rendu public hier.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et le narcotrafic, les détachements combinés de l'ANP, en coordination avec les différents services de sécurité, ont intercepté 32 narcotrafiquants à travers les différentes Régions militaires. Les opérations menées durant cette période témoignent de la poursuite des efforts déployés pour endiguer les réseaux de trafic de stupéfiants et sécuriser les frontières nationales.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, 4 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés lors d'opérations distinctes.



Par ailleurs, dans le sud du pays, notamment à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah, In Guezzam, Illizi et Djanet, les détachements de l'ANP ont procédé à l'arrestation de 126 individus et à la saisie de 27 véhicules, 87 groupes électrogènes et 38 marteaux-piqueurs. Des quantités de mélange d'or brut et de pierres ainsi que des équipements utilisés dans l'orpaillage illicite ont également été récupérés.

Dans le cadre d'autres opérations, 13 individus ont été arrêtés. Les forces de sécurité ont également saisi 6 pistolets mitrailleurs, 5 fusils de chasse, 22 740 litres de carburant et 9 q de tabac.

Sur le front de la lutte contre l'émigration clandestine, les garde-côtes ont déjoué plusieurs tentatives de traversée illégale au large des côtes nationales et secouru 70 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale. En outre, 457 migrants clandestins de différentes nationalités ont été interpellés à travers le territoire national.

Dans son bilan, l'ANP souligne que ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la lutte permanente contre le terrorisme et les différentes formes de criminalité organisée.

SONELGAZ

Près de 969 millions de dinars de créances



La facture des impayés continue de s'alourdir pour Sonelgaz Distribution. À fin octobre 2026, les créances non recouvrées auprès des clients de la Direction de distribution de Sidi Abdellah ont atteint 968,9 millions de dinars, soit près de un milliard de dinars. Face à cette situation, l'entreprise poursuit sa campagne de recouvrement afin de préserver la continuité du service public de l'électricité et du gaz.

Dans un communiqué, la direction appelle ses abonnés à faire preuve de responsabilité et de civisme en procédant au règlement de leurs factures dans les délais réglementaires.

L'objectif est notamment d'éviter l'accumulation des impayés, qui pèse sur les équilibres financiers de l'entreprise et peut compromettre la bonne prise en charge du service public.

Pour faciliter le paiement, Sonelgaz met à la disposition de ses clients plusieurs moyens de règlement. Les factures peuvent être payées dans les agences commerciales de l'entreprise à travers le territoire national, en espèces ou par carte interbancaire (CIB) et carte Edahabia. Le paiement électronique est également possible dans les bureaux d'Algérie Poste, sur le site officiel de Sonelgaz ainsi que via l'application BaridiMob, qui permet un règlement instantané à partir du seul numéro du client.

DOUANES

Un million de comprimés psychotropes saisis

Les services des Douanes ont saisi plus de un million de comprimés psychotropes, ainsi que plus de 5 kg de kif traité, durant la période allant du 8 au 14 novembre courant, a indiqué, hier, un communiqué de la Direction générale des douanes (DGD).

Ces saisies, constituées de 5,2 kg de kif traité et de 1 104 236 comprimés psychotropes, s'inscrivent dans le cadre des efforts soutenus déployés par les brigades douanières, lors de leurs propres interventions opérationnelles, ou en coordination avec les différents corps de sécurité, précise la même source.

Ce bilan illustre l'engagement sur le terrain des services des Douanes et le haut niveau de vigilance opérationnelle de leurs brigades, outre l'importance de la coordination avec les différents services sécuritaires dans la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, ajoute le communiqué.

Dans ce sillage, la DGD réaffirme la poursuite de la mobilisation de ses ressources humaines et opérationnelles, et du renforcement de la coordination avec ses partenaires sécuritaires, afin de protéger la santé publique, de lutter contre la criminalité organisée et de préserver la sécurité de la société.

AGENCE NATIONALE DES VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES

Tebboune préside son installation

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion de travail consacrée à l'installation de l'Agence nationale des vestiges archéologiques.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre des démarches visant à mettre en place cette nouvelle structure dédiée au patrimoine archéologique national.